LE BOLCHEVIK

Trimestriel
Février 2025

N° 238
1 €

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE — LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)



Où vont les États-Unis ?

Les tâches du mouvement ouvrier

Traduit de Workers Vanguard *n° 1183 (décembre 2024), journal de nos camarades de la Spartacist League/U.S.*

Donald Trump a été réélu président et tout le monde se demande : Et maintenant ? Pour savoir ce que doivent faire les socialistes dans cette nouvelle période, il faut comprendre comment on en est arrivé là et ce que cette élection représente.

Essor et déclin de l'ordre mondial libéral

L'ordre mondial libéral dirigé par les États-Unis a été construit sur les cendres de l'Union soviétique. Non seulement la chute de ce pays non capitaliste a fait des États-Unis la seule superpuissance mondiale incontestée, mais aussi des ressources et des marchés jusqu'alors inexploités, notamment en Chine, ont été livrés au pillage. Pour maximiser leur avantage, les impérialistes états-uniens ont usé et abusé de la mondialisation, délocalisant la production et étendant leur emprise jusqu'aux derniers recoins de la planète. L'OTAN a été étendue jusqu'aux frontières de la Russie, et le FMI et la Banque mondiale ont à maintes reprises réécrit les règles du jeu en fonction des intérêts de Wall Street.

On justifiait idéologiquement le fait que l'impérialisme américain étendait ses tentacules partout en disant que le capitalisme libéral était le summum de la civilisation. Les États-Unis et leurs alliés dominaient le monde au nom de principes libéraux comme « la liberté et la démocratie » et « la défense des personnes sans défense ». C'était là une couverture bien commode pour affirmer la domination des États-Unis, injecter leurs capitaux à l'étranger et étrangler les pays opprimés.

L'ordre mondial libéral semblait indestructible, mais ce regain temporaire ne pouvait stopper la décadence sous-jacente de l'impérialisme. Les forces mêmes mises en mouvement par l'hégémonie états-unienne ont progressivement érodé celle-ci. La pénétration sans précédent du capital états-unien a favorisé la croissance du commerce mondial, l'industrialisation des pays néocoloniaux et le développement de la Chine, ce qui a eu pour effet de vider de sa substance la base manufacturière états-unienne, d'accentuer son pourrissement social et de réduire son poids économique global. Pour stabiliser leur position, les impérialistes américains doivent inverser la dynamique actuelle. Mais pour cela ils doivent détruire les fondements de la mondialisation en augmentant les droits de douane, en pressurant les néocolonies et en se confrontant à la Chine. C'est ce qui sous-tend le conflit actuel au sein de la classe dirigeante états-unienne.

Des fissures commencent à apparaître

La crise financière de 2008 a provoqué les premières fissures sérieuses dans l'ordre mondial. Les travailleurs, en particulier les familles noires et latinos, ont énormément souffert économiquement. Nombre d'entre elles ont

Suite page 7

Photos ci-dessus : De manifestations « contre la haine » en slogans démocrates pour la sécurité aux frontières, les libéraux ont pavé la voie à Trump.

Trump à la Maison Blanche, Le Pen aux portes de l'Élysée…

Il faut préparer la défense ouvrière !

14 février – L'arrivée de Trump à la Maison Blanche et ses menaces protectionnistes dirigées aussi contre l'UE paniquent les impérialistes français déjà à bout de souffle depuis longtemps (« Va-t-il nous écraser ? », titrait *Le Point* fin janvier). En effet, le retour de Trump signale la mort du libéralisme, dont les impérialistes français avaient profité pendant des décennies. À mesure que la domination des États-Unis sur l'économie mondiale déclinait, le libéralisme devenait une entrave coûteuse (voir l'article de nos camarades états-uniens ci-dessus).

Suivant ce processus, tout l'échiquier politique européen vire de plus en plus à droite. Sous la pression de la montée de la Chine et du coût exorbitant de la guerre en Ukraine, les bourgeoisies s'éloignent du libéralisme hypocrite sous couvert duquel elles ont ruiné les travailleurs et les opprimés pendant 30 ans, et elles se tournent vers la droite populiste et réactionnaire. Il n'est aujourd'hui guère possible de distinguer l'extrême droite lepéniste de la vieille « droite républicaine » de LR et de la macronie du « centre ».

Cette hystérie de la bourgeoisie française est le reflet de sa position particulièrement faible dans le club des puissances impérialistes qui règnent sur un monde de plus en plus instable. La désindustrialisation libérale a atteint en France un niveau surpassé seulement par la Grande-Bretagne. Les promesses de réindustrialisation à travers le protectionnisme, qu'elles viennent de la droite ou des mélenchonistes, sont une chimère. Les droits de douane imposés récemment par l'UE sur les produits chinois, notamment les voitures électriques, susciteront une riposte de la République populaire qui ne peut que frapper davantage les exportateurs industriels et agricoles français et elle vont alimenter l'inflation au détriment du pouvoir d'achat des travailleurs. Et aucun droit de douane ne sortira l'industrie française, y compris l'automobile, du marasme. Les capitalistes pourraient bien parvenir à ouvrir symboliquement quelques usines dans les déserts industriels du pays (mais plutôt des entrepôts Amazon), mais ce sera au prix de salaires de misère et de conditions de travail encore pires qu'à présent.

Sur fond de crise politique permanente, le gouvernement Bayrou – suffisamment à droite pour le RN et aussi pour le PS – vient d'imposer sans vote un budget d'austérité inédit depuis des décennies : coupes drastiques dans les dépenses publiques, notamment l'éducation nationale et supérieure et l'Aide médicale d'État, gel des salaires des fonctionnaires et suspension des primes, baisse des indemnités maladie… À cela s'ajoute une vague de licenciements en masse (cyniquement appelés « plans sociaux ») dans pratiquement chaque



Abaca/Alamy

Manifestation nationale des cheminots, mai 2024. Les travailleurs détestent l'UE, mais l'extrême gauche cherche à concilier le libéralisme pro-UE et les intérêts des ouvriers.

branche de l'économie – l'automobile, l'aviation, la distribution, la chimie… –, menaçant des centaines de milliers d'emplois.

LFI paralyse toute riposte ouvrière

La France insoumise dépose une motion de censure après l'autre, qui n'ont pas la moindre chance d'aboutir sans le soutien du RN, pour se présenter comme la seule opposition sérieuse au gouvernement. Elle espère ainsi faire oublier que c'était elle-même qui a ressorti des poubelles les traîtres du PS et qui a redonné encore quelques mois de vie à la macronie grâce à sa politique de « barrage républicain » contre le RN.

Grâce à cette trahison de LFI et de tous ceux qui ont appelé à voter pour le front populaire au deuxième tour des dernières législatives, le PS a obtenu suffisamment de voix pour peser au parlement. Il vient de mettre ce poids au service de Bayrou en refusant de voter la censure. Le PS prétend qu'on peut assurer le vote d'un budget ultra-austéritaire tout en étant dans l'opposition, ce qui contribue par ricochet à préserver le crédit de Le Pen comme oppositionnelle elle aussi.

À ce petit jeu c'est toujours l'extrême droite qui gagne, faisant passer des mesures de plus en plus racistes, gardant son droit de veto sur les décisions du gouvernement tout en prétendant incarner la seule force antisystème vers laquelle peuvent se tourner les travailleurs écœurés et démoralisés par 40 ans de libéralisme.

Mais tôt ou tard ce gouvernement va tomber aussi. La bourgeoisie cherche fébrilement une solution à l'instabilité de l'exécutif, alors que la situation internationale l'oblige à prendre des mesures fortes contre les travailleurs pour ralentir son déclin. Des présidentielles anticipées se profilent dès qu'elle se sera trouvé une alternative suffisamment solide à ses yeux. Les belles paroles libérales, c'est terminé. Il va falloir y aller à la hache, comme Bayrou, ou plutôt à la tronçonneuse comme dit l'Argentin Milei. Macron est trop discrédité pour mener ce genre d'offensive. Alors comment empêcher Le Pen ou une autre force d'extrême droite de prendre le pouvoir ?

Tout ce que le NFP a montré depuis six mois, c'est son incapacité à s'opposer même aux demi-mesures insuffisantes pour la bourgeoisie des gouvernements de droite qui se succèdent depuis juillet dernier. Au contraire, une partie du NFP vient sauver la mise de la bourgeoisie quand il le faut.

Mélenchon dénonce la traîtrise du PS mais ce qu'il faut comprendre, c'est que le problème c'est moins le PS que le mélenchonisme lui-même. Le programme incohérent des insoumis, qui prétend prendre le côté des travailleurs et des opprimés tout en se basant sur les « valeurs de la République » des impérialistes, a joué un rôle central dans les défaites du mouvement ouvrier (voir l'article sur la dernière grève des cheminots ci-contre). Il a conduit à la démoralisation et repoussé de plus en plus de travailleurs dans les bras du RN, avec pour résultat aussi l'aggravation de l'oppression de la minorité musulmane et des attaques contre les immigrés.

Le « barrage républicain » s'est définitivement retourné contre LFI, comme l'ont montré les dernières élections législatives partielles à Grenoble et municipales à Villeneuve-Saint-Georges. Soit Mélenchon met maintenant suffisamment d'eau dans son vin pour redevenir acceptable pour la bourgeoisie, et alors il perdra le vote populaire (ou sera élu pour faire le sale boulot comme ses mentors Mitterrand et Jospin avant lui), soit il continue son jeu d'équilibre entre républicanisme laïcard et gesticulations vides pro-quartiers et pro-Palestine qui paralysent les luttes et nous enfoncent encore plus dans l'impasse actuelle qui mène l'extrême droite au pouvoir. Dans tous les cas les travailleurs seront perdants.

Les travailleurs ne profiteront ni du protectionnisme chauvin décomplexé du RN ni du prétendu « protectionnisme écologique » (!) de Mélenchon. ***Chaque acquis, chaque usine et chaque emploi doivent être défendus bec et ongles face à l'offensive des capitalistes***. Pour préparer ces batailles urgentes, il faut commencer par se battre pour ***reconstruire les syndicats*** en tant qu'organisations élémentaires de lutte des travailleurs en opposition à la bureaucratie syndicale et aux mélenchonistes. Ce sont eux les responsables pour toute une série de défaites qui ont conduit à l'ambiance actuelle d'apathie et démoralisation et qui ont poussé une grande partie de notre classe dans les bras de l'extrême droite.

L'extrême gauche s'accroche au libéralisme… et à la stérilité

Pour l'extrême gauche la réponse doit être claire. Ce qu'il faut, c'est construire dès maintenant un pôle des révolutionnaires qui soit un pôle de ***rupture*** affichée avec le mélenchonisme et les bureaucrates pour arracher de leurs mains la direction des organisations ouvrières. Néanmoins, les trois organisations les plus à gauche se réclamant du trotskysme en France – LO, RP et le NPA-R – rejettent cette voie et s'accrochent au libéralisme moribond, et LO plonge aussi de plus en plus profondément dans la stérilité sectaire.

Pendant des décennies, les travailleurs ont été ruinés et opprimés par le libéralisme de l'UE. La gauche et la bureaucratie syndicale se sont adaptées au libéralisme et à l'idéologie hypocrite qui l'enveloppe : « ouverture des frontières », « diversité », écologisme, féminisme, etc. La plupart des ouvriers détestent l'UE et tous ces discours bidon qui ciblent les travailleurs blancs et masculins eux-mêmes comme la source de l'oppression au lieu des patrons, des technocrates et des bureaucrates « éclairés ». L'adaptation de la gauche au libéralisme a poussé de plus en plus de travailleurs dans les bras du populisme « souverainiste ».

Au lieu de s'opposer frontalement à l'UE et toute son idéologie, la gauche trotskyste redouble d'efforts pour réconcilier le libéralisme et les intérêts des travailleurs. Pour LO, « *ce n'est pas contre l'Union européenne qu'il faut se battre, mais pour une véritable Europe des travailleurs* » (20 mars 2024). RP et le NPA-R préfèrent la plupart du temps tout simplement balayer le sujet sous le tapis, de peur d'alimenter le « souverainisme » : un « choix politique », nous a expliqué récemment un dirigeant du NPA-R – un « choix » qui ne peut que rajouter au discrédit de l'extrême gauche elle-même.

Ces organisations reconnaissent, chacune à sa façon, le poids des défaites successives pour le mouvement ouvrier

Suite page 12

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Sacramento Talavera
Réalisation : A. Carcosa
Directeur de publication : Alexis Hen
Diffusion : K. Silver

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0925 P11506

Imprimerie : POP, 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve



Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.



NPA-R



YouTube

Le NPA-R et LO mettent en avant des vérités abstraites qui font fi des obstacles à l'unification de la classe ouvrière contre les capitalistes.

SNCF : Encore une grève perdue en décembre

Comment reconstruire la puissance des cheminots

Il faut regarder la réalité en face : suite aux trahisons des bureaucrates syndicaux conduisant à toute une série de défaites successives, la démoralisation s'est installée chez les cheminots. Leur journée de grève du 21 novembre, avec 25 % de grévistes selon la CGT, avait déjà constitué une démonstration de faiblesse face à l'État ; la grève reconductible à la SNCF à partir du soir du 11 décembre a marqué le point bas des luttes des cheminots après une décennie de combats pleins de sacrifices et se soldant toujours par un échec.

Voici le panorama : à partir du 15 décembre 2024 les TER commencent à être soumis lot par lot à la concurrence et plus d'un millier de cheminots vont à court terme être transférés vers de petites filiales privées ; à partir du 1er janvier Fret SNCF est démantelée et 4 500 cheminots également transférés vers des entreprises privées, en plus de plusieurs centaines de licenciements. Au lieu de se battre contre l'ensemble de ces mesures, la totalité des dirigeants syndicaux concernés (CGT-Cheminots, SUD-Rail, CFDT et UNSA) ***avaient déjà signé*** quelques jours avant le 11 décembre un deal vraiment pourri avec la direction de la SNCF, concernant les travailleurs du fret, pour maintenir leurs droits pendant trois ans (et ensuite ils seront à la merci d'un licenciement express par un patron-voyou). Les traîtres à la tête de la CFDT et de l'UNSA ont retiré leur appel à la grève. La CGT et SUD l'ont cyniquement maintenu, même s'ils avaient trahi la grève par avance.

Le 12 décembre à la Gare du Nord (la gare la plus importante d'Europe), une quarantaine de travailleurs (sans doute les plus conscients parmi les milliers qui y travaillent) réunis en AG votaient à 28 contre 12 pour reconduire la grève. Le lendemain, à Austerlitz, cinq travailleurs (dont trois retraités) se présentaient à l'AG de la gare. Dans d'autres régions, les grévistes, minoritaires, ont peut-être résisté encore quelques jours, mais le constat est clair : la « grève reconductible » est passée presque inaperçue. Un mois plus tard, dans un tract du 14 janvier, les bureaucrates de SUD-Rail se félicitaient de la mobilisation et de leur accord pourri, qu'ils qualifient d'« *avancée sociale majeure* » !

Cette nouvelle défaite résume nettement le rôle que la bureaucratie syndicale du rail a joué pendant la dernière décennie : de 2014 contre la réforme ferroviaire à 2016 contre la loi travail et les attaques contre les conditions de travail des cheminots, à 2018 contre la fin des embauches au statut, et jusqu'aux deux rounds de la bataille pour les retraites en 2019 et 2023, pendant toute cette période la bureaucratie syndicale a dilapidé la combativité des cheminots, jusque-là un secteur d'avant-garde dans chaque lutte sociale, pour arriver à la triste caricature du 12 décembre.

Avec les cheminots, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui a souffert une défaite après l'autre depuis 25 ans. Ce sont ces échecs qui ont conduit à la démoralisation, au discrédit des organisations syndicales et de la gauche et, par conséquent, à la montée en puissance du Rassemblement national y compris parmi les travailleurs eux-mêmes, dont environ un tiers vote RN à présent. Il est urgent de tirer les leçons pour que le mouvement ouvrier soit en mesure de se sortir de l'état actuel de désarroi extrême où il se trouve et de préparer les batailles qui vont se poser.

Un cauchemar pour les usagers

Au fur et à mesure de la dégradation des salaires et des conditions de travail des cheminots, le voyage en train est devenu un cauchemar pour les usagers. Après des décennies de sous-investissement, les fermetures de lignes ferroviaires se multiplient dans les campagnes. Pour les habitants des banlieues, le trajet vers la ville est un véritable périple quotidien : retards constants dus à des incidents techniques ou au simple manque de personnel ; des trains vétustes qui tombent en panne au beau milieu du trajet ; des travaux sans fin la nuit et le week-end qui imposent dans les faits un couvre-feu aux habitants des quartiers ; le prix exorbitant

LO rejette les méthodes lutte de classe

Nous sommes intervenus à l'AG de la Gare du Nord le 12 décembre pour insister sur la nécessité de briser le carcan des bureaucrates sur les luttes des travailleurs pour avoir une chance de gagner. Il était parfaitement clair pour tout le monde que nous allions vers une nouvelle défaite. Néanmoins, une militante de Lutte ouvrière a tout de suite pris la parole pour ***dénoncer*** nos appels pour une caisse de grève et des piquets pour stopper la circulation comme « du cinéma » ! La question centrale, a-t-elle insisté, c'est « la conscience des travailleurs ». Autrement dit, si la grève est si faible, c'est la faute aux travailleurs eux-mêmes ! Cela constitue une adaptation à la bureaucratie syndicale et une défense implicite de leur stratégie perdante : si les tactiques combatives utilisées entre Mai 68 et Décembre 95 pour arracher des concessions sont tombées en désuétude, avec pour résultat une accumulation de défaites, c'est précisément parce que les militants d'extrême gauche refusent, pour LO consciemment, de lutter pour préparer les travailleurs à les mettre en œuvre.

Les membres de LO sont des militants dévoués qui se trouvent toujours parmi le noyau dur des grévistes. Mais cette politique de dénoncer carrément toute méthode lutte de classe en faveur de sermons abstraits sur la « conscience de classe » ne peut que les condamner à l'inanité et à ***faire obstacle*** à la lutte ouvrière que LO appelle de ses vœux. La réalité est que, en dépit de son implantation modeste mais significative dans la classe ouvrière, LO n'a pas joué le moindre rôle lors des luttes récentes des travailleurs, si ce n'est pour relayer les appels des bureaucrates : « soyons nombreux » à telle ou telle manif, « tous en grève » telle ou telle « journée d'action ». Le rôle des révolutionnaires ne peut pas se limiter à être de bons grévistes, nourrir les manifs et prêcher la révolution depuis le bord de la route ; il faut montrer aux ouvriers une voie concrète pour faire avancer leurs intérêts à chaque étape de la lutte pour le pouvoir des travailleurs. ■


Sans crédit



Marcel Mochet/AFP

1986-1987, 1995 : Blocages de voies par les cheminots en grève. « Que du cinéma ! », dénonce LO. Du bon cinéma français alors !

du titre de transport ou le risque d'une amende de plusieurs dizaines d'euros… La déliquescence du transport ferroviaire urbain joue un rôle central dans la ségrégation des quartiers. Dans cette situation, la colère se mêle à l'humiliation et l'impuissance, de quoi donner envie de tout casser dans les gares des banlieues.

Un camarade du NPA-R a récemment soulevé lors d'une discussion sur la SNCF la revendication de la gratuité du transport. Nous sommes complètement d'accord. Cette revendication trouverait sans doute un soutien enthousiaste dans la population et en particulier dans les quartiers. Mais la question est moins de soulever des revendications dans l'abstrait, si justes soient-elles, que de trouver les moyens pour les ***réaliser***. Et cela ne peut pas être séparé de la lutte pour une direction syndicale totalement différente de l'actuelle.

Pour arracher des victoires, il faut briser le carcan des bureaucrates et de LFI !

Le problème de fond, c'est celui du programme des dirigeants du mouvement ouvrier. Nous faisons face à une bourgeoisie française en plein déclin, incapable de faire concurrence à ses rivaux et qui pèse de moins en moins dans le monde. L'État, surendetté, est lui-même pratiquement en faillite. Pour se maintenir même au deuxième ou troisième rang des puissances impérialistes qui dominent le globe, les capitalistes français et leur État sont absolument ***déterminés*** à s'attaquer à chaque acquis des travailleurs. Pour obtenir des victoires significatives, aussi partielles soient-elles, il faut une direction syndicale également déterminée à mener une confrontation avec la bourgeoisie, une direction comprenant que ce sont les travailleurs qui doivent diriger le pays.

Or c'est à l'opposé du programme des dirigeants syndicaux actuels, que ce soit les « réformistes » de la CFDT et de l'UNSA ou les « contestataires » de la CGT et de SUD. Ils partent tous de la même prémisse fondamentale : c'est la bourgeoisie qui doit demeurer aux commandes et le capitalisme français doit rester compétitif. Les bureaucrates peuvent autant qu'ils veulent menacer de lancer une « grève reconductible », les patrons et l'État savent qu'ils maintiendront les luttes dans un cadre tolérable pour les capitalistes eux-mêmes. En effet, si l'on prend pour principe de départ le respect de la démocratie bourgeoise et le pouvoir des capitalistes, alors l'idée même que la classe ouvrière pourrait ***imposer*** sa volonté aux capitalistes, c'est un tabou pour ces lieutenants ouvriers du capital. En se pliant aux règles imposées par les capitalistes, tout ce à quoi les dirigeants syndicaux aspirent est à minimiser les dégâts pour les travailleurs, d'où le deal pourri qu'ils ont signé concernant les cheminots.

Chaque fois, les grèves se déroulent suivant une chorégraphie bureaucratique pour faire soupape, en fonction de la décision individuelle de chaque travailleur de suivre un appel local ou pas. Il y a une journée d'action « carrée » et parfois des grèves reconductibles conçues pour n'affecter de façon significative aucune branche de l'économie. Il n'y a pas de piquet de grève ni aucune autre mesure pour imposer l'arrêt de la production. Les ouvriers les plus combatifs se retrouvent à chaque fois isolés alors que le reste des travailleurs reprennent le travail. À défaut de caisse de grève, les militants prêts à faire les plus grands sacrifices restent seuls, usés bien vite par le manque d'argent pour se nourrir eux-mêmes et leur famille, démoralisés par l'effilochement progressif de la grève. Au lieu que la grève soit l'expression de la force ***collective*** de ***l'ensemble*** des travailleurs unis comme un poing fermé contre les capitalistes, elle devient la marque de l'héroïsme ***individuel*** des ouvriers les plus dévoués.

Le programme et la stratégie perdante des bureaucrates concordent parfaitement avec ceux des mélenchonistes, qui dans les luttes des travailleurs jouent le rôle de point d'appui politique pour la bureaucratie en combinant une certaine radicalité oratoire avec le respect absolu des « valeurs de la République » impérialistes – dont le premier est le pouvoir incontesté des capitalistes. Les rapports parfois épineux entre Mélenchon et les bureaucrates « de gauche » sont dus au fait que ceux-ci voient leur rôle comme celui de « partenaires sociaux » à part entière, et non par l'intermédiaire du leadership charismatique du « Tribun ». Ils peuvent réciter la Charte d'Amiens tant qu'ils veulent, ils n'ont pas d'autre perspective face à la réaction montante que de chercher une meilleure division du travail entre bureaucrates et insoumis derrière un même programme perdant de collaboration de classe.

Le partenariat bureaucrates-LFI conduit à la paralysie du mouvement ouvrier. Voici un cas d'école : Bérenger Cernon, un dirigeant de la CGT-Cheminots à la Gare de Lyon à Paris, a débuté l'été dernier en tant que député

Suite page 14

SUD Rail – Fédération des syndicats de travailleurs du rail – Solidaires, Unitaires, Démocratiques

Saint-Denis, le 14 janvier 2025

PREMIERS RETOURS SUR LA MOBILISATION DE FIN D'ANNÉE 2024

Face à la création de cinq filiales (trois à TER et deux à Fret) entre le 15 décembre 2024 et le 1er janvier 2025, nous avons lancé une mobilisation. La casse de la SNCF et le transfert dans des filiales ou des boîtes privées constituent l'avenir de l'ensemble des cheminot-es.

Il était donc important d'être dans l'action, de donner la possibilité aux salariés de construire un rapport de force tous services dès les premières créations afin que les filiales ne se retrouvent pas seules demain.

Par ailleurs, la liquidation de Fret SNCF en pleine crise climatique, avec les conséquences sociales qui l'accompagnent, comme la privatisation de la SNCF, nécessitaient inévitablement une réaction collective.

La stratégie unitaire, proposée par les fédérations, était à la hauteur des attaques du gouvernement et de la direction : une grève d'avertissement le 21 novembre avec la perspective d'un mouvement reconductible à partir du 12 décembre.

Sans la mobilisation du 21 novembre et la perspective d'une grève reconductible en décembre, nous n'aurions jamais obtenu l'accord de Transition Fret

En effet, l'unité dans les revendications ainsi que le rapport de force, même s'ils n'ont pas permis de revenir sur la liquidation de Fret SNCF, nous ont cependant fait obtenir un accord de Transition. Celui-ci maintient l'ensemble des accords et RH SNCF jusqu'au 1er janvier 2028.

C'est une avancée sociale majeure qui va transformer la vie des 5 000 collègues de Fret SNCF. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'ensemble des organisations syndicales représentatives ont signé cet accord.

SAUVONS FRET SNCF POUR LA PLANÈTE ET NOS EMPLOIS

Un mois après la défaite, les bureaucrates cyniques de SUD-Rail se félicitent d'avoir envoyé leurs troupes à la bataille sans armes ni munitions, et qualifient d'« avancée sociale majeure » la capitulation qu'ils avaient signée la veille du combat.



L'offensive répressive de l'État contre les militants syndicaux et de l'extrême gauche s'accentue. Il faut présenter un front uni de défense de nos militants ! Nous relayons ici deux déclarations récentes du Comité de défense sociale appelant à la défense de deux dirigeants de la gauche trotskyste.

Parce qu'il se battait dans l'intérêt des travailleurs

Gaël Quirante dans le collimateur de l'État


NPA-R

22 janvier – Gaël Quirante, postier licencié, syndicaliste à SUD et dirigeant du NPA-Révolutionnaires, comparaîtra le 12 juin pour « dégradations » et « violences » lors d'un procès intenté par La Poste. Quatre de ses collègues sont inculpés avec lui : Brahim, Dalila, Mohamed et Yann. Leur « crime » ? Avoir mené, ***il y a dix ans***, une grève combative pour l'embauche en CDI des travailleurs précaires. Le Comité de défense sociale et la Ligue trotskyste de France appellent l'ensemble du mouvement ouvrier à se mobiliser en défense de Gaël et ses camarades en exigeant la ***levée des inculpations !***

Comme dans toutes les branches de l'économie, la situation des postiers s'est affreusement dégradée en 30 ans de libéralisme et d'ouverture à la concurrence. Aujourd'hui à peine 28 % des travailleurs, ceux qui ont le plus d'ancienneté, conservent le statut de fonctionnaire, aboli à La Poste depuis une vingtaine d'années. En revanche, 90 % du transport postal est assuré par 600 PME ; dans les filiales Colis de La Poste, les trois quarts des livreurs sont des sous-traitants. La précarisation du travail des facteurs a atteint un tel niveau que le PDG du groupe envisage que d'ici dix ans « la livraison de repas » deviendra « la première activité des facteurs », faisant concurrence à UberEats.

La multiplication des statuts – fonctionnaires, CDI de droit privé, CDD, intérimaires, sous-traitants – a pour but de dresser les travailleurs les uns contre les autres et de dégrader ainsi les salaires et les conditions de ***tous***. Les emplois les plus précaires sont surtout réservés aux minorités issues de l'immigration, souvent des travailleurs sans-papiers sans aucun droit. Le combat mené par Gaël et ses camarades il y a dix ans était dans l'intérêt de la classe ouvrière tout entière, par-delà La Poste : c'était précisément le type de lutte qui est aujourd'hui nécessaire et urgente pour unifier les travailleurs face aux attaques incessantes des capitalistes et de leur État et à la réaction raciste qui se renforce. ***C'est pourquoi tout le mouvement ouvrier doit se mobiliser aujourd'hui en sa défense***, comme partie intégrante de la lutte contre l'ubérisation générale de l'emploi.

Gaël est aussi l'un des principaux porte-paroles du NPA-Révolutionnaires. Qu'il soit poursuivi pour ses activités syndicales ne peut cacher le fait que l'État s'en prend aux militants d'extrême gauche pour faire taire tout le monde : le principal porte-parole de Révolution permanente, Anasse Kazib, doit également comparaître en juin prochain pour « apologie du terrorisme », en fait pour avoir pris fait et cause pour le peuple palestinien. Même des dirigeants mélenchonistes sont inquiétés. Une attaque contre un est une attaque contre tous ! Si le mouvement ouvrier ne se mobilise pas en masse pour défendre ses militants persécutés il va continuer de se faire écraser chacun dans son coin. ***Levée immédiate des poursuites contre Gaël et Anasse !*** ■

Anasse Kazib à nouveau visé par l'État

LEVÉE IMMEDIATE DES POURSUITES !

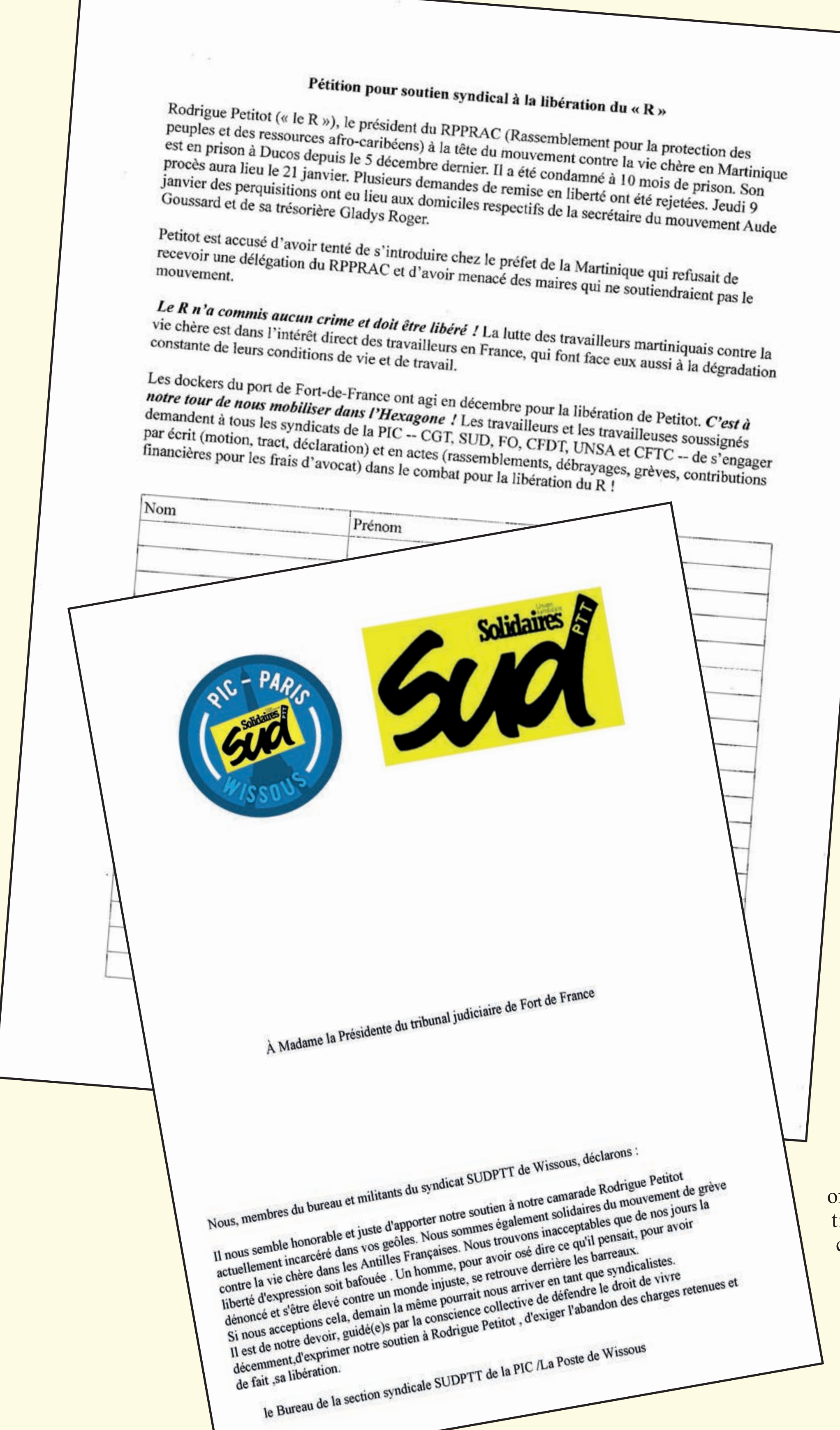
15 janvier – Le Comité de défense sociale (CDDS), ensemble avec la Ligue trotskyste de France, se joint à l'appel de Révolution permanente à faire front face à la nouvelle attaque de l'État ciblant Anasse Kazib, le principal porte-parole de RP et militant syndical à SUD-Rail. Comme des centaines d'autres militants dans ce pays, il est poursuivi pour « apologie du terrorisme » à cause de son soutien à la cause palestinienne. Cette accusation est grotesque et sinistre. Son procès aura lieu le 18 juin. Il risque jusqu'à sept ans de prison ferme, des milliers d'euros d'amende et l'inéligibilité. Anasse l'a dit lui-même dans un communiqué du 8 janvier : « *En me poursuivant, l'État teste les limites de ce qu'il peut faire sur le terrain répressif et envoie un signal à notre camp.* » Tout à fait. Face à l'escalade de la répression « antiterroriste », c'est-à-dire antimusulmans et antipalestinienne, et à la montée en puissance de l'extrême droite, il est vital pour le mouvement ouvrier de défendre tous ceux qui sont visés par la chasse aux sorcières, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses. Si l'État peut faire cela à un militant aussi connu dans le pays qu'Anasse, ce serait carte blanche pour mettre en prison des milliers de syndicalistes et de jeunes des quartiers ! ***Il faut serrer les rangs en défense d'Anasse Kazib et de tous les militants pro-Palestine inculpés !***


Révolution permanente

Le CDDS appelle les militants syndicaux et tous les partis et organisations de gauche et les collectifs antiracistes à ce que nous nous coordonnions pour présenter un front de défense uni. ***Levée des inculpations ! Liberté immédiate pour les militants pro-Palestine incarcérés ! Bas les pattes devant Anasse Kazib !*** ■

Martinique

Bas les pattes devant Rodrigue Petitot !



Pétition pour soutien syndical à la libération du « R »

Rodrigue Petitot (« le R »), le président du RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens) à la tête du mouvement contre la vie chère en Martinique est en prison à Ducos depuis le 5 décembre dernier. Il a été condamné à 10 mois de prison. Son procès aura lieu le 21 janvier. Plusieurs demandes de remise en liberté ont été rejetées. Jeudi 9 janvier des perquisitions ont eu lieu aux domiciles respectifs de la secrétaire du mouvement Aude Goussard et de sa trésorière Gladys Roger.

Petitot est accusé d'avoir tenté de s'introduire chez le préfet de la Martinique qui refusait de recevoir une délégation du RPPRAC et d'avoir menacé des maires qui ne soutiendraient pas le mouvement.

Le R n'a commis aucun crime et doit être libéré ! La lutte des travailleurs martiniquais contre la vie chère est dans l'intérêt direct des travailleurs en France, qui font face eux aussi à la dégradation constante de leurs conditions de vie et de travail.

Les dockers du port de Fort-de-France ont agi en décembre pour la libération de Petitot. ***C'est à notre tour de nous mobiliser dans l'Hexagone !*** Les travailleurs et les travailleuses soussignés demandent à tous les syndicats de la PIC -- CGT, SUD, FO, CFDT, UNSA et CFTC -- de s'engager par écrit (motion, tract, déclaration) et en actes (rassemblements, débrayages, grèves, contributions financières pour les frais d'avocat) dans le combat pour la libération du R !

Nom	Prénom

PIC – PARIS Solidaires sud WISSOUS

Solidaires sud PTT

À Madame la Présidente du tribunal judiciaire de Fort de France

Nous, membres du bureau et militants du syndicat SUDPTT de Wissous, déclarons :

Il nous semble honorable et juste d'apporter notre soutien à notre camarade Rodrigue Petitot actuellement incarcéré dans vos geôles. Nous sommes également solidaires du mouvement de grève contre la vie chère dans les Antilles Françaises. Nous trouvons inacceptables que de nos jours la liberté d'expression soit bafouée . Un homme, pour avoir osé dire ce qu'il pensait, pour avoir dénoncé et s'être élevé contre un monde injuste, se retrouve derrière les barreaux.
Si nous acceptions cela, demain la même pourrait nous arriver en tant que syndicalistes.
Il est de notre devoir, guidé(e)s par la conscience collective de défendre le droit de vivre décemment,d'exprimer notre soutien à Rodrigue Petitot , d'exiger l'abandon des charges retenues et de fait ,sa libération.

le Bureau de la section syndicale SUDPTT de la PIC /La Poste de Wissous



Faustine LeGuillard

Un travailleur postier a envoyé au CDDS la pétition que nous reproduisons ici, adressée à l'ensemble des syndicats présents sur son lieu de travail, pour qu'ils agissent en défense de Rodrigue Petitot. Plusieurs dizaines de ses collègues l'ont signée ; en réponse, SUD a écrit une brève déclaration. Nous saluons ce genre d'initiative pour que les syndicats se mobilisent afin de défendre le R. Dans un premier dossier, il avait déjà été condamné à dix mois de prison ferme aménageable. Le 24 janvier Petitot a été à nouveau condamné à un an de prison avec sursis, et il doit porter un bracelet électronique. Néanmoins, c'est le parquet qui a décidé début février de faire appel de la décision du tribunal, la jugeant trop molle !

Rodrigue Petitot n'a commis aucun crime et sa condamnation constitue une menace contre tous les travailleurs, non seulement en Martinique mais ici aussi. Nous dénonçons cet acharnement judiciaire et nous exigeons la levée du bracelet ainsi que la levée de toutes les poursuites contre Rodrigue Petitot !

L'impérialisme français décadent n'a que misère et répression à offrir aux masses. Partout où il continue à imposer son joug – des Antilles à Kanaky et à Mayotte –, il plonge ses colonies dans l'indigence et l'oppression raciste. Pour que le mouvement des masses martiniquaises avance, il ne suffit pas de s'attaquer à l'odieux règne des grands békés ; il faut s'attaquer à la racine du fléau : la domination coloniale française. Pour arriver à une amélioration qualitative des conditions de vie et à la véritable libération, le combat des travailleurs en Martinique doit déboucher sur ***l'indépendance et le socialisme***, vers une fédération socialiste des Caraïbes ! ■

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

CDDS, BP 10236, 75464 Paris Cedex 10
Tél. : 01 42 08 01 49
cdds-france@hotmail.fr

États-Unis...

Suite de la page 1

été rendues insolvables par l'explosion des remboursements de prêts hypothécaires risqués ou ont été accablées de frais médicaux stratosphériques. Des millions d'emplois bien payés ont été supprimés et remplacés par des contrats d'intérim ou avec un statut au rabais, ou ubérisés. Pour sauver son système, la bourgeoisie a renfloué les banques jugées « systémiques », fait tourner la planche à billets et spéculé à outrance, créant les conditions d'un effondrement ultérieur encore plus grand.

Sur le plan politique, la bourgeoisie a fait ce que certains pensaient impossible : mettre un noir à la Maison Blanche. Barack Obama était l'incarnation même des principes libéraux. Sa campagne était fondée sur « l'espoir et le changement », notamment pour mettre fin à la guerre en Irak qui était profondément impopulaire et ternissait l'image des États-Unis. Il jouait aussi sur l'idée fausse que l'élection d'un président noir montrerait que les États-Unis, si progressistes n'est-ce pas, sont une société post-raciale.

L'installation d'un homme noir à la tête de l'impérialisme états-unien ne coûtait rien à la bourgeoisie, et c'était exactement ce qu'il fallait pour calmer les masses (et les patrons) avant que dans la foulée le président orchestre le « plan de sauvetage » de l'industrie automobile et des banques sur le dos de la classe ouvrière, et qu'il déporte des millions d'immigrés. Les attaques contre les travailleurs ont été aidées par les chefs syndicaux qui ont imposé la précarité et les concessions au nom de la sauvegarde des emplois. L'élection d'Obama ne s'est pas produite parce que la bourgeoisie n'avait plus besoin de l'oppression des noirs pour renforcer son pouvoir. Bien au contraire. La politique identitaire « progressiste » correspondait à ses besoins du moment.

Mais l'effondrement financier a également accéléré les tendances opposées au statu quo libéral. La dévastation économique a semé les graines du mécontentement politique et de l'émergence du populisme comme alternative. Au sein de la bourgeoisie, un conflit s'est fait jour sur la meilleure façon de renflouer l'impérialisme états-unien : poursuivre à plein régime le libéralisme qui l'avait si bien servi pendant si longtemps, ou essayer quelque chose d'autre. Les deux principaux partis bourgeois ont été en conflit aussi bien dans leurs propres rangs que l'un avec l'autre pour savoir quel serait le parti du statu quo et lequel romprait avec lui.

Lors de la course à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 2016, Hillary Clinton était le visage de l'establishment du parti tandis que Bernie Sanders était anti-establishment, ayant été propulsé sur le devant de la scène par les attaques néolibérales incessantes de l'après-2008. Son blabla populiste contre la « classe des milliardaires » et sa promesse d'une « assurance-maladie pour tous » attiraient les foules. Il représentait les libéraux qui pensaient que le statu quo avait besoin d'un pansement pour arrêter l'hémorragie. Mais cette option aurait constitué un changement beaucoup trop radical et coûteux pour l'establishment libéral. Pourquoi opter pour « l'assurance-maladie pour tous » qui coûterait un pognon de dingue alors que le parti pouvait prendre à nouveau la solution Obama ? Ça ne coûterait rien de mettre une première femme présidente, ça pourrait rapporter quelques points « progressistes » et ça permettrait de faire tourner un jour de plus les roues du libéralisme.

Chez les républicains, le conflit opposait Donald Trump à l'establishment du parti. Trump était le reflet de ceux qui, au sein de la bourgeoisie, estimaient que les jours du libéralisme étaient passés, et qui voulaient mettre l'impérialisme états-unien sur une autre voie, celle du populisme de droite, du protectionnisme et de la fermeture des frontières. Trump savait qu'une partie de la classe qu'il représentait était en train de perdre face à ses rivaux comme la Chine, et qu'il fallait faire quelque chose. Sa solution – reflétée par son comportement et son mépris des normes libérales – était de rompre avec tout ce qui avait défini la période précédente.



John Moore/Getty/AFP

Décembre 2008 : Les patrons de l'automobile ont été renfloués ; les travailleurs, eux, ont été jetés dans la rue. Une femme est chassée de sa maison dans le Colorado, 2009.

La simple possibilité que ce type puisse remporter la nomination provoqua une onde de choc au sein de l'establishment républicain et partout chez les libéraux. Trump représentait tout ce qu'ils détestaient. Le libéralisme est lisse et hypocrite, c'est l'ami qui te sourit avant de te poignarder dans le dos. Trump, lui, était grossier et promettait de te poignarder de face. Ses insultes venimeuses et sa vulgarité (il se vantait de « les attraper par la chatte ») étaient l'exact opposé du vernis libéral où l'on prétend se préoccuper des opprimés.

Le conflit au sein de la bourgeoisie déborda sur l'élection présidentielle de 2016, comme en témoignent les slogans de campagne des candidats : « Rendez sa grandeur à l'Amérique » pour Trump et « L'Amérique est déjà grande » pour Clinton. Mais la défaite de Clinton n'était pas une défaite décisive de l'ordre libéral. En fait, toute la première présidence de Trump fut un affrontement entre les forces du statu quo et la Maison Blanche, ce qui en fit peut-être l'aventure politique la plus chaotique de l'histoire récente. Tous les jours il y avait un nouveau scandale, et un nouveau haut personnage était viré. L'interdiction d'entrée dans le pays frappant les musulmans, le mur frontalier avec le Mexique et la réaction de Trump à l'attaque meurtrière de Charlottesville visant des antifascistes furent des affronts aux valeurs libérales et entachèrent encore l'image de l'Amérique en tant que phare de la diversité et de la tolérance. Puis la pandémie éclata, amenant avec elle encore plus de misère économique et le conseil amical de s'injecter de l'eau de Javel.

La « résistance » anti-Trump enrôla les troupes dans la lutte fractionnelle entre les démocrates libéraux « woke » et le président. Les libéraux considéraient Trump comme une grave menace pour le royaume qu'ils avaient construit et ils n'allaient pas tomber sans combat. Ils n'avaient rien promis aux travailleurs et aux opprimés lors des élections mais, tout de suite après, ils commencèrent à se poser en grands défenseurs des minorités. Que ce soit en pleurant pour les enfants mis en cage à la frontière ou en s'agenouillant pour Black Lives Matter (BLM) avec des écharpes bariolées, ils firent tout ce qu'ils pouvaient pour rameuter suffisamment de gens pour chasser le « fasciste » Trump et reconquérir la Maison Blanche.

Ne pouvant et ne voulant pas présider à des changements profonds dans l'économie et l'orientation de l'impérialisme états-unien, les opposants bourgeois de Trump utilisèrent le seul outil dont ils disposaient : le libéralisme. Ils lancèrent une croisade morale pour des mesures symboliques, prêchant des valeurs libérales de manière de plus en plus agressive à mesure que la base matérielle pour fournir un réel remède rétrécissait. C'est pourquoi ils allèrent parfois à des extrêmes en promettant par exemple de définancer la police et en plaidant pour donner aux migrants l'accès à la chirurgie facilitatrice de transition de genre.

Les libéraux affichaient une sollicitude factice pour les opprimés afin de dissimuler le fait que les conditions de vie de la grande majorité de la population ne faisaient qu'empirer et que la bourgeoisie, pour se sauver, pressurait toujours plus la classe ouvrière. Plus les libéraux poussaient à des mesures symboliques alors que la situation économique générale se détériorait, plus ils érodaient l'efficacité de leurs propres méthodes, préparant le terrain pour que la classe ouvrière soit totalement dégoûtée d'eux.

Où était la gauche ?

De nombreux travailleurs blancs, excédés par la dégradation de leur situation économique, choisirent Trump en 2016. Beaucoup d'autres, en particulier les noirs, restèrent fidèles aux démocrates par peur de la réaction. Il fallait réorienter cette colère et il fallait défendre sérieusement ceux qui se trouvaient dans le collimateur de l'administration.

La tâche de la gauche était de faire avancer la lutte pour un meilleur niveau de vie tout en ripostant aux attaques contre les minorités. Pour réussir, il fallait donner à cette lutte un caractère de classe indépendant. Pour cela, la gauche devait participer aux divers mouvements de « résistance » afin de mettre en évidence la faillite du libéralisme et d'indiquer la voie à suivre pour les travailleurs et les opprimés. Faire comprendre que toute amélioration réelle ne pouvait être obtenue que par la confrontation avec les intérêts de la bourgeoisie – tant libérale que non libérale – qui est responsable de l'oppression sous toutes ses formes et qui en bénéficie.

La perspective aurait dû être d'intervenir pour briser les chaînes libérales qui entravaient ces mouvements et les scissionner selon des lignes de classe. Dans le mouvement des femmes, cet effort devait être dirigé contre les féministes #metoo de la petite bourgeoisie. Dans le mouvement BLM, contre les libéraux antiracistes. La défense des immigrés ne pouvait se faire qu'en opposition aux défenseurs libéraux de l'hégémonie états-unienne qui proclamaient « l'ouverture des frontières ». Dans chaque cas, pour faire avancer les luttes des opprimés il fallait rompre avec le libéralisme et lutter pour relier ces combats aux intérêts matériels de la classe ouvrière.

Mais ce ***n'est pas*** ce qui se produisit. Au lieu de cela, la gauche se fit l'écho de l'hystérie libérale, notamment en se répandant en invectives contre la « base de Trump ». Ce genre de libéralisme empoisonné revenait à faire une croix sur les travailleurs blancs qui avaient voté pour Trump en les traitant de suprémacistes blancs avoués, et à dédaigner leurs préoccupations sur la dégradation de leurs conditions de vie. Le résultat fut de renforcer les divisions raciales en poussant ces travailleurs encore davantage dans les bras de la réaction et les noirs dans le giron démocrate, tout espoir ayant disparu de

pouvoir rallier les travailleurs blancs au combat pour la libération des noirs. La gauche apporta également un soutien sans faille à tous les mouvements libéraux – par exemple, les marches des femmes, les villes sanctuaires et BLM – tout cela sous couvert d'arrêter Trump et la « montée du fascisme ». La plupart des militants de gauche s'accrochèrent à Sanders, à Alexandria Ocasio-Cortez et au groupe de députés de gauche dits du « Squad », en nourrissant les illusions dans ces démocrates dont le rôle était de fournir une couverture de gauche au statu quo libéral et d'enchaîner le mécontentement à leur parti.

Toute cette activité était une capitulation devant les courants qui tentaient de maintenir à flot l'ordre existant. Au lieu d'offrir une perspective indépendante aux travailleurs et aux opprimés, la gauche avait choisi un camp dans la lutte entre les fractions impérialistes, s'arrimant aux libéraux. En fin de compte, la gauche se retrouva associée à la défense du statu quo qui avait saigné les travailleurs pendant des années et causé le déclin de leurs conditions de vie matérielles. Cela ne pouvait que pousser les travailleurs encore plus à droite.

On peut voir les conséquences de la capitulation de la gauche dans le retour de bâton réactionnaire actuel contre les migrants, alimenté par les prêches moralistes libéraux. De nombreux libéraux s'y sont joints, ayant basculé de l'appel à l'ouverture des frontières sous Trump à l'appel à leur fermeture aujourd'hui. Quiconque se disant socialiste et qui a soutenu l'un ou l'autre aspect de la « résistance » libérale est coupable de trahison. Pour répondre aux besoins des travailleurs et défendre les minorités, il faut rejeter le libéralisme. Cette leçon clé de la première présidence Trump doit guider les luttes aujourd'hui.

Le coup de grâce à l'ordre mondial libéral

Les démocrates reconquirent en 2020 la Maison Blanche avec Joe Biden. Mais la gauche du Parti démocrate s'était d'abord rangée derrière Sanders, dont la deuxième candidature au Bureau ovale était encore plus populaire que la première. La situation s'était tellement dégradée sous Trump que le blabla populiste de Sanders retrouvait son attrait chez les travailleurs, et certains cercles bourgeois se montraient ouverts à l'idée d'un soutien plus social-démocrate à l'impérialisme états-unien. Mais en fin de compte, la majorité de la bourgeoisie, et du coup la classe ouvrière, ne voulait pas d'un changement radical, mais plutôt un « retour à la normale » en pleine pandémie de Covid.

Les années Trump avaient été un cirque politiquement ; elles semblaient sorties tout droit d'une hallucination de drogué. Mais plus que tout, la pandémie ramena le pendule vers les politiciens du statu quo. La bourgeoisie était à la recherche de leaders éprouvés et fiables pour traverser l'orage. Biden surfa sur la puissante vague d'« unité nationale » jusqu'à la victoire, mettant temporairement sur la défensive les forces de la réaction de droite.

Biden avait promis de mettre fin à la pandémie, de relancer l'économie et de reconstruire la réputation de l'Amérique. Il incarnait un retour à la voie libérale, proclamant : « *En tant que président, je veillerai à ce que la démocratie soit à nouveau le mot d'ordre de la politique étrangère des États-Unis, non pas pour lancer une croisade morale, mais parce que c'est dans notre intérêt éclairé.* » Ce qu'ignoraient les libéraux qui se réjouissaient de la reconquête de la Maison Blanche, c'est que la présidence de Biden allait être le baiser de la mort pour l'ordre mondial libéral. Une fois au pouvoir, les démocrates, tout comme Trump, se mirent à faire tourner sans retenue la planche à billets pour compenser les perturbations économiques causées par la réponse de la bourgeoisie à la pandémie. La stabilité à court terme ainsi acquise fut rapidement contrebalancée par une inflation galopante et par l'accroissement des tensions sociales et politiques.

Au début de sa présidence, Joe Biden s'engagea à réparer les infrastructures et la base industrielle du pays ; il se présentait comme le président le plus « *pro-syndicats depuis Roosevelt* ». C'est ainsi qu'il proposa des mesures telles que les « *Bidenomics* » (l'économie selon Biden), « *Build Back Better* » (reconstruire en mieux) et la loi « *PRO Act* » (protection du droit de se syndiquer). Il semblait que les impérialistes avaient trouvé l'homme qui pourrait finalement ramener les choses à leur état antérieur. Jusqu'au brutal retour à la réalité. Le programme de Biden s'effondra progressivement sous ses pieds, militairement, économiquement et politiquement. Au lieu de pouvoir affronter la Chine comme prévu, Biden fut entraîné dans une crise militaire après l'autre. Le retrait bâclé d'Afghanistan symbolisa l'affaiblissement de la puissance des États-Unis.

Puis éclata la guerre en Ukraine. L'invasion russe en réponse aux provocations de l'OTAN fut le premier défi direct lancé aux États-Unis dans l'histoire récente. Dans la mesure du possible, les États-Unis rassemblèrent leurs ressources et leurs forces pour montrer leur puissance, mais ils ne réussirent pas à arrêter la Russie, révélant au contraire leur faiblesse. L'OTAN est aujourd'hui en train de perdre la guerre alors que la Russie ravage l'Ukraine.

L'Ukraine n'a que peu d'intérêt pour la bourgeoisie états-unienne, à part pour contenir la Russie. Le conflit avec le régime de Poutine a réduit la capacité de l'impérialisme américain à poursuivre des objectifs plus importants, comme la confrontation avec la Chine. Mais se retirer maintenant serait un signe de faiblesse supplémentaire et irait à l'encontre des valeurs libérales dans lesquelles s'inscrit la politique étrangère des États-Unis. Comment les États-Unis – le grand défenseur de la démocratie contre le méchant dictateur Poutine – pourraient-ils abandonner l'Ukraine ? Comment les dirigeants américains pourraient-ils justifier l'expansion de l'OTAN, si ce n'est pour défendre des populations sans défense ? Cette guerre par procuration coûte des milliards aux États-Unis. La défaite inévitable de l'Ukraine et de l'OTAN portera un coup à l'hégémonie américaine.

La guerre en Ukraine est extrêmement impopulaire chez les Américains, qui souffrent de l'inflation que cette guerre a contribué à alimenter. Des milliards sont envoyés à l'étranger pour financer une guerre dont la grande majorité se moque, alors que des tas de gens n'ont pas les moyens de faire leurs courses. Mais l'administration démocrate leur dit que tout va bien et que l'économie se porte mieux que jamais, qu'il faut donc arrêter de se plaindre, et se ranger derrière le soutien à l'Ukraine. Excellente façon de rallier l'opinion publique à vos aventures militaires !

Les grandioses idéaux libéraux se sont à nouveau fracassés sur la réalité matérielle dans le cas des Palestiniens. Depuis plus d'un an, les démocrates – le parti censé représenter le monde éclairé – président au génocide à Gaza. Leur soutien à Israël est sans faille, et au diable le génocide car l'État sioniste est l'avant-poste de l'impérialisme américain au Moyen-Orient. Mais il est plus difficile de prêcher la « démocratie » et la « défense des sans défense » quand on fournit les bombes qui tombent sur les bébés palestiniens. Cette contradiction a suscité un mouvement de protestation de jeunes indignés qui voulaient que les États-Unis cessent d'être aussi hypocrites et respectent leurs valeurs libérales. La répression généralisée a poussé certains militants à chercher des réponses au-delà des campements sur les campus, mais beaucoup d'autres ont été démoralisés et se sont tus. Pour ceux qui veulent arrêter le génocide, la première étape est de rompre avec la politique libérale qui freine la lutte.

Les quatre années de Biden se sont révélées une catastrophe pour les travailleurs ; elles ont accéléré l'hémorragie de l'hégémonie américaine. Après que son parti eut forcé Biden à abandonner la course à la présidence – parce qu'il n'était pas très encourageant d'avoir un homme à deux doigts de la mort pour représenter l'impérialisme américain –, Kamala Harris est entrée en lice. Elle était le tout dernier espoir du statu quo libéral, et elle a perdu dans les grandes largeurs.

Cette fois-ci ce n'est pas comme en 2016. À l'époque la victoire de Trump était considérée comme un incroyable hasard, et la « résistance » s'était organisée pour ramener les choses à la normale. Les démocrates avaient riposté de toutes leurs forces. Mais aujourd'hui ils se précipitent pour jeter aux orties une valeur libérale après l'autre, abandonner les groupes mêmes qu'ils prétendaient défendre, et prendre leurs distances avec les fondements économiques de la mondialisation comme le libre-échange et l'ouverture des frontières.

Plus les démocrates persistaient à défendre le libéralisme alors qu'il atteignait ses limites matérielles et idéologiques, plus se renforçaient les forces qui lui sont hostiles. La bourgeoisie se regroupe aujourd'hui derrière un changement radical de stratégie pour faire avancer ses intérêts. Les conditions qui avaient fait du libéralisme son idéologie dominante ont disparu et ne reviendront pas dans un avenir prévisible. Le masque libéral est en train de tomber, montrant les crocs hargneux qui étaient derrière depuis le début.



Zuma/Alamy

L'impérialisme US trébuche d'une crise à l'autre. L'évacuation chaotique d'Afghanistan en août 2021 symbolise la crise terminale de l'hégémonie états-unienne.

La classe ouvrière abandonne les libéraux

La classe ouvrière, meurtrie par l'inflation et de nombreuses années de concessions, est de plus en plus agitée et prête à s'engager dans une bataille de classe. Mais cette combativité s'accompagne jusqu'à présent non d'une direction capable de renverser la vapeur en faveur des travailleurs et de faire aboutir leurs revendications, mais au contraire d'une direction cherchant des palliatifs dans le cadre du statu quo libéral. Le problème, c'est que les conditions de vie de la classe ouvrière ne peuvent pas être qualitativement améliorées si l'on respecte l'objectif de la bourgeoisie



Jim West/Alamy

Detroit, décembre 2022 : Des cheminots protestent contre le contrat pourri qu'ils ont été obligés d'avaler suite à l'interdiction de leur grève par Biden et le Congrès.

états-unienne de dominer le monde.

Les dirigeants syndicaux procapitalistes, comme Shawn Fain, le chef du syndicat des ouvriers de l'automobile (UAW) avec sa posture combative, sapent les grèves en refusant de provoquer une crise dans la classe dirigeante, et ils servent de principale courroie de transmission du libéralisme dans le mouvement ouvrier. Fain lui-même a utilisé son rôle dans la grève de l'automobile de 2023 pour faire de la retape pour Biden/Harris. Malgré cela, la gauche traite Fain comme s'il était d'un autre calibre que le reste de la bureaucratie syndicale, alors qu'il n'est que le défenseur le plus ardent de ses idéaux libéraux. Loin de se battre tout de suite pour une nouvelle direction dotée d'une stratégie lutte de classe opposée au libéralisme, la gauche applaudit Fain ou fait pression sur lui pour le pousser davantage dans la voie qu'il a prise – ce qui ne peut conduire qu'au désastre pour la lutte des travailleurs et la cause socialiste.

La classe ouvrière a réagi à la réélection de Trump avec un petit haussement d'épaules mêlé d'un sentiment d'effroi en contemplant la direction que prennent les États-Unis. De nombreux travailleurs pensent que leur situation s'améliorera un peu sous Trump tandis que d'autres craignent ce qu'il leur réserve. Il est à noter que les noirs et les latinos ont été plus nombreux à voter cette fois-ci pour Trump que précédemment. Ces électeurs, bien que pleins de répulsion pour le candidat républicain, en ont eu leur dose avec le harcèlement moral des libéraux, leurs promesses non tenues et les privations économiques qu'ils ont infligées. Sous leurs coups de boutoir, la classe ouvrière a glissé vers la droite.

Les libéraux ont alimenté la réaction de l'extrême droite, notamment en creusant un fossé entre la classe ouvrière et les groupes opprimés. Ils prêchent la tolérance tout en dressant les différents secteurs des opprimés les uns contre les autres dans une lutte pour des ressources qui ne cessent de s'amenuiser. Ces facteurs combinés ne font qu'engendrer ressentiment et division. Par exemple, dans les villes dirigées par les démocrates, les migrants sont installés de force dans les quartiers des noirs et d'autres minorités, où ils sont considérés comme des concurrents pour les miettes qui restent. Les travailleurs voient les migrants recevoir quelques maigres services de l'État alors qu'eux-mêmes arrivent à peine à joindre les deux bouts, et s'ils disent quoi que ce soit sur leur situation, les libéraux les traitent de racistes ou d'arriérés. Ne cessant d'être conciliants envers le libéralisme, ceux qui se réclament du socialisme ne proposent aucune alternative à ce « diviser pour régner », c'est-à-dire le mouvement indépendant dont a besoin la classe ouvrière pour résoudre de manière progressiste la crise de l'immigration ; ils contribuent ainsi eux-mêmes à livrer les travailleurs sur un plateau à la droite.

Trump 2.0 : L'homme des droits de douane

Trump est arrivé au pouvoir en promettant de remédier aux maux économiques du pays grâce au protectionnisme. Il prévoit d'imposer de nouveaux droits de douane considérables sur tous les biens entrant aux États-Unis en provenance de la Chine, du Mexique et du Canada. Celui qui se décrit lui-même comme « l'homme des droits de douane » considère les taxes à l'importation comme une arme puissante pour remettre sur pied l'industrie domestique et contraindre les autres pays à se plier aux exigences de l'impérialisme états-unien. Mais en réalité elles sont l'expression ouverte du déclin de l'empire américain. Si, dans certains cas, on peut temporairement renforcer la position économique et politique du pays en jouant les gros bras sous la forme de mesures protectionnistes, cette voie – comme celle du libre-échange – ne peut en fin de compte qu'exacerber les problèmes fondamentaux qui affligent le pays.

Les États-Unis ne sont pas un pays capitaliste naissant qui doit développer son industrie à partir de zéro, mais la principale puissance impérialiste du monde. Si une branche d'industrie prospère grâce aux droits de douane, d'autres en subiront fortement le contrecoup, en particulier celles qui reposent sur des techniques plus avancées et qui sont plus compétitives sur le marché mondial. Au cours de sa première présidence, Trump avait imposé des droits de douane massifs pour protéger l'industrie états-unienne des voitures électriques contre les wattures chinoises qui étaient bien moins chères et à la pointe de la technique ; la Chine a riposté en frappant l'industrie agro-alimentaire états-unienne, provoquant une chute sévère de ses exportations. Voici le problème en un mot : les barrières commerciales dressées par l'impérialisme entravent les forces productives au niveau international et renforcent le caractère parasitaire de l'économie états-unienne. Un système de droits de douane, s'il était appliqué, entraînerait également une hausse des prix, tant pour la production nationale que pour les consommateurs.

Au niveau international, un effort agressif de la part des États-Unis pour s'approprier une plus grande part du gâteau amplifierait toutes sortes de frictions. Par exemple, cela renforcerait dans d'autres pays les tendances politiques à sortir du parapluie de l'impérialisme états-unien et resserrerait l'étau économique sur des néocolonies comme le Mexique. Juste après la victoire de Trump, le peso a fortement chuté et Trump s'est depuis engagé à frapper le Mexique d'un droit de douane général de 25 % dès le premier jour afin de faire chanter le gouvernement pour qu'il surveille davantage la frontière pour le compte de l'impérialisme états-unien. Cela soulève la perspective d'une aggravation de l'oppression nationale du Mexique et de la misère de ses masses ouvrières et laborieuses.

La classe ouvrière états-unienne ne bénéficiera pas non plus de ce protectionnisme. Contrairement à ce qu'affirment Trump et les bureaucrates syndicaux, le protectionnisme ne ramènera pas les emplois industriels bien payés. Bien au contraire : pour que la relocalisation d'une industrie soit rentable, les patrons américains exigeront d'importantes concessions de la part des travailleurs. L'économie ayant été dévastée par les capitalistes, les travailleurs doivent combiner la lutte quotidienne pour l'amélioration de leurs conditions économiques avec la lutte pour la réindustrialisation sous contrôle ouvrier – c'est-à-dire une lutte générale pour des emplois de qualité contre les capitalistes états-uniens.

Cette lutte renforcerait la position des masses mexicaines en contrecarrant l'intensification de l'asservissement impérialiste. Et réciproquement, si le Mexique se défend contre la poigne et la domination des États-Unis, cela donnera aux travailleurs états-uniens une marge de manœuvre pour faire avancer leurs luttes. Une alliance anti-impérialiste du prolétariat des deux pays est essentielle pour maximiser leur force contre l'ennemi commun. Pour faire de cette alliance une réalité, il faut lutter à la fois contre ceux qui, au sein du mouvement ouvrier, font écho au chauvinisme de Trump et contre ceux qui montrent du doigt le chauvinisme sans proposer d'alternative, comme les libéraux.

Trump 2.0 : Déporteur en chef

Le retour de Trump est une grande victoire pour les forces réactionnaires. Il a déjà promis des déportations massives et il faut s'attendre à des attaques contre les personnes transgenre et d'autres minorités. L'afflux récent d'immigrés se heurte à la diminution des ressources disponibles, ce qui provoque l'opposition un peu partout. De nombreux démocrates libéraux ont renoncé à faire semblant de se préoccuper des immigrés et rivalisent activement avec Trump sur la sécurité aux frontières. D'autres libéraux se tournent vers les patrons dans les branches de l'économie dépendant dans une grande mesure des immigrés sans papiers (où ils occupent des emplois pénibles et mal payés) afin qu'ils livrent bataille contre les déportations. Cette « défense » des immigrés repose sur le maintien du statu quo libéral oppressif – et elle est totalement illusoire. Les patrons de l'industrie agro-alimentaire et des abattoirs profiteront autant, voire plus que les autres, d'un règne de terreur contre les immigrés. Une main-d'œuvre extrêmement vulnérable, rasant les murs en dehors du travail, c'est parfait pour la surexploitation.

Certains travailleurs s'imaginent que les plans de déportation de Trump forceront les employeurs à augmenter les salaires afin d'attirer et de conserver une main-d'œuvre qualifiée. Mais avoir une couche de travailleurs vivant dans la peur ne fait que miner la capacité de la classe ouvrière dans son ensemble à arracher aux patrons ce dont elle a besoin. Avec des déportations massives les forces de répression auront le vent en poupe et cela obligera les travailleurs immigrés et leurs enfants à ne pas causer d'ennuis aux patrons. La bataille ne doit pas opposer les travailleurs nés aux États-Unis aux travailleurs immigrés pour se disputer les miettes qui tombent de la table capitaliste, mais au contraire elle doit opposer les travailleurs nés aux États-Unis et les travailleurs immigrés d'un côté aux patrons de l'autre pour obtenir de vrais acquis et améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la classe. Les patrons veulent que les travailleurs soient terrifiés et divisés, pour s'assurer qu'ils s'opposent les uns aux autres et non aux patrons eux-mêmes. La lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés renforcerait la capacité de lutte de la classe ouvrière.

Lors des récentes grandes batailles de classe, comme la grève des dockers de l'ILA et celle des métallos de chez Boeing, certains des travailleurs les plus combatifs étaient des partisans de Trump. La bureaucratie syndicale, y compris la direction de ces deux syndicats, travaille sans relâche à dévier l'évidente combativité de la classe afin de l'enchaîner au statu quo. Vers où se dirigera cette combativité dépendra de la capacité de la gauche à intervenir dans les luttes vivantes en construisant une direction alternative engagée à défendre les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière, en opposition à la droite et au libéralisme. La classe ouvrière ne pourra se remettre sur pied que si elle se bat contre les ***deux*** ailes de la bourgeoisie.

Trump adoptera probablement l'une des deux approches suivantes vis-à-vis de la classe ouvrière : l'écraser purement et simplement ou essayer



Workers Vanguard

Bronx, 8 octobre : Rassemblement de front uni initié par la campagne « Ouvrez les archives de la police » en soutien de la famille d'Eric Duprey lors de l'audience de celui qui l'a exécuté, le flic Erik Duran.

d'acheter sa couche supérieure. Pour l'instant, il se présente en homme du peuple. Mais il s'est aussi entouré de milliardaires comme Elon Musk qui veulent écraser les syndicats. Ce numéro d'équilibriste ne pourra pas durer longtemps. Des licenciements massifs d'employés fédéraux se profilent à l'horizon alors que Trump se prépare à éliminer les « dépenses gouvernementales inutiles ». Cette marche vers l'efficacité gouvernementale va se heurter à un mur. Les dépenses militaires constituent de loin la partie la plus boursouflée et le plus gros gaspillage du budget fédéral. C'est le prix à payer pour diriger un empire.

Trump se présente comme antiguerre et il a promis de mettre fin à la guerre en Ukraine dès son entrée en fonction. La probabilité que cela se produise est faible, voire nulle, car il faut pour cela que la Russie accepte un accord. Or la Russie n'a aucun intérêt à se retirer alors qu'elle est clairement en train de gagner. Pour parvenir à un accord, Trump devrait servir l'Ukraine sur un plateau d'argent à la Russie et pourrait même devoir concéder le retrait de l'OTAN de la frontière russe. Les États-Unis feraient ainsi preuve d'une incroyable faiblesse, ce que Trump pourrait avoir du mal à avaler.

Où va le Parti démocrate ?

Depuis les élections, les démocrates font un examen de conscience pour comprendre ce qui n'a pas marché. La plupart d'entre eux reconnaissent avoir perdu la classe ouvrière, et un consensus s'est dégagé pour délaisser les sujets « woke » – contre lesquels tant la bourgeoisie que la classe ouvrière se sont retournées – au profit des questions « terre à terre ». Cela signifie qu'il n'est plus question des oppressions spécifiques.

Les démocrates tentent de se débarrasser du libéralisme qui les a rendus déplorables aux yeux des masses, afin de pouvoir briguer à nouveau le pouvoir. Il faudra un certain temps pour déterminer quel chemin prendront les démocrates pour embobiner à nouveau les travailleurs et les opprimés avant de leur serrer la vis une nouvelle fois. Il va y avoir du remue-ménage au Parti démocrate – les dinosaures comme Nancy Pelosi pourraient bien être chose du passé.

Le DSA (Socialistes démocrates d'Amérique) et autres sociaux-démocrates veulent que le Parti démocrate reprenne le chemin de Roosevelt. C'est une vraie possibilité au vu de la situation mondiale. Lorsqu'une puissance impérialiste prend du retard sous la pression économique de ses rivaux, la tendance naturelle est de se tourner vers l'intervention de l'État pour reprendre des forces par des moyens directs. Une grande partie de la gauche présente cet étatisme comme intrinsèquement progressiste et comme une aubaine pour la classe ouvrière. Mais en réalité, l'objectif serait d'enrégimenter la population et l'économie derrière les intérêts des seigneurs impérialistes en vue d'un conflit et d'une guerre de grande puissance contre la Chine. La loi CHIPS, à l'initiative des démocrates, était un pas dans cette direction – une intervention de l'État pour stimuler l'autosuffisance dans les techniques de pointe et les systèmes militaires états-uniens en relançant l'industrie nationale des semi-conducteurs.

La loi Biden d'aides liées au Covid était une mesure de relance économique beaucoup plus massive financée par l'État ; elle a été saluée par le magazine du DSA *Jacobin* comme ayant « *réintroduit les aides gouvernementales* ». Mais ces aides ont été bien plus que contrebalancées par l'inflation qu'elles ont déclenchée, tout cela pour sauver la peau de la bourgeoisie après que ses confinements avaient paralysé l'économie. Comme l'a écrit Trotsky : « *L'étatisme, que ce soit dans l'Italie de Mussolini, l'Allemagne de Hitler, les États-Unis de Roosevelt ou la France de Léon Blum signifie l'intervention de l'État sur les bases de la propriété privée, pour sauver celle-ci. Quels que soient les programmes des gouvernements, l'étatisme consiste inévitablement à reporter des plus forts aux plus faibles les charges du système croupissant* » (*La Révolution trahie,* 1936).

Le DSA était lui-même dans une grande mesure paralysé depuis un an par la contradiction de se revendiquer socialiste depuis l'intérieur du Parti démocrate. D'une part Biden était détesté par beaucoup d'ouvriers, et le génocide à Gaza était un sujet brûlant ; d'autre part, il était le candidat du parti. Pour se démarquer un peu, c'était la mode dans le DSA de lancer des insultes contre Joe le génocidaire et de lancer des appels à la création d'un parti ouvrier. Lorsque Kamala Harris est devenue la candidate c'était comme un cadeau tombé du ciel. Même si elle ne se distinguait en rien politiquement de Biden et si elle était tout aussi responsable des crimes du gouvernement, elle était une femme noire non sénile, elle n'était pas ***lui***. Les sous-groupes de gauche dans le DSA, qui sont officiellement pour la rupture avec les démocrates, ont fait silence radio et la plupart des membres du DSA se sont pincé le nez et ont voté pour Harris sous prétexte d'arrêter Trump.

De nombreux signes indiquent que le DSA a opéré un virage social-démocrate après les élections. Non seulement *Jacobin* conseille au Parti démocrate de prendre cette direction, mais certains élus du DSA mènent des campagnes sur le coût de la vie sans rien à offrir aux groupes victimes d'oppression spécifique. Pour le DSA il est de nouveau à la mode, les élections étant loin, de crier sur tous les toits qu'il faut un parti ouvrier. Cependant ces appels n'iront ***nulle part*** sans une lutte pour exclure les élus démocrates dès maintenant et rompre catégoriquement avec l'ensemble du Parti démocrate. Ces vipères impérialistes viennent d'être rejetées par la majorité des travailleurs ; l'objectif ne doit pas être de ramener les travailleurs à ce nid de vipères mais d'en faire sortir les membres du DSA qui veulent être révolutionnaires. C'est alors seulement que le projet de construire un parti ouvrier bénéficierait d'un véritable élan, d'autant plus que les fissures au sein du DSA risquent de s'élargir après la cérémonie d'investiture.

La gauche et les élections de 2024

Les élections étaient l'occasion rêvée pour la gauche de détourner davantage la classe ouvrière du statu quo libéral et de la diriger vers des rivages plus cléments. Mais une fois de plus, les marxistes autoproclamés ont lamentablement failli. Certains sont restés sur la touche, criant qu'il n'y avait « aucun choix » et lançant des appels vides à un parti ouvrier, tandis que d'autres se mettaient ouvertement à la remorque des politiciens libéraux.

Parmi ces derniers, Socialist Alternative (SA) et son groupe dissident Workers Strike Back (Les travailleurs contre-attaquent, WSB) ont fait campagne pour Jill Stein du Parti vert. Ils disaient que soutenir cette libérale environnementaliste bourgeoise qui n'a aucune intention de construire un parti ouvrier était le meilleur moyen de… construire un parti ouvrier ! Ils auraient eu plus de chance en essayant de faire saigner un caillou – et ils auraient fait beaucoup moins de dégâts à la cause de l'indépendance de classe, le fondement d'un parti ouvrier. Après les élections, où Stein n'a obtenu que 0,4 % des voix, les verts ont disparu de la carte et se sont révélés complètement superflus, comme d'habitude. Sans se décourager, SA place maintenant ses espoirs de lancement d'un parti ouvrier dans deux des plus importants promoteurs de Biden dans la bureaucratie syndicale – Shawn Fain et Sara Nelson, la coqueluche de la « résistance » libérale. Il est difficile de savoir à qui se raccrochera ensuite SA, mais il y a fort à parier qu'il ne s'agira pas d'un ***socialiste*** luttant pour ***une alternative*** au statu quo.

Dans ces élections le choix était clair pour les travailleurs : le ticket présidentiel du Parti pour le socialisme et la libération (PSL), qui s'opposait non seulement aux démocrates et aux républicains, mais aussi au capitalisme. Cela faisait de lui un moyen de polariser la société selon des lignes de classe, et de donner aux travailleurs et aux opprimés une possibilité pour faire avancer leurs luttes contre le candidat réactionnaire qui remporterait l'élection, quel qu'il soit. Nous avons donné un soutien critique au PSL et contribué à la construction de sa campagne, mais aucune autre tendance marxiste n'a suivi. Bien que les candidats du PSL aient obtenu environ 160 000 voix – ce qui, pour des socialistes, n'est pas négligeable –, ils n'ont pas été un facteur dans ces élections.

Notre principale critique à l'égard du PSL était sa conciliation du libéralisme, qui a miné sa campagne. Voyons comment il est intervenu dans le mouvement propalestinien. Pour arrêter le génocide et libérer la Palestine, il faut une lutte anti-impérialiste aux États-Unis. Mais le PSL a encouragé toutes les illusions libérales pro-impérialistes, que ce soit en offrant une plateforme à la démocrate Rashida Tlaib lors de sa conférence sur la Palestine, en soutenant le subterfuge électoral démocrate du vote « non engagé » ou en applaudissant les résolutions de l'ONU pour un cessez-le-feu. En se mettant à la remorque des libéraux et en refusant de tracer une ligne de classe il a fait obstacle à la nécessaire mobilisation pour la lutte anti-impérialiste.

Dernier geste opportuniste à peine quelques jours avant les élections, le PSL a donné son soutien à Cornel West et à Jill Stein dans certains États en échange du leur dans d'autres États. Les coalitions avec des politiciens libéraux sont totalement contraires à toute forme d'indépendance de classe et ne font qu'entraver les luttes de la classe ouvrière. En même temps que nous nous battions pour que la gauche aide à construire la campagne du PSL comme alternative ouvrière, nous nous sommes également battus avec les membres du PSL pour empêcher que leur campagne ne soit sapée par le conciliationnisme envers la politique libérale et pour préparer le terrain à la construction d'un parti ouvrier. L'orientation du PSL vers les libéraux petits-bourgeois l'a également empêché de mener une campagne sérieuse au sein des syndicats ou de la classe ouvrière plus généralement. Pour construire un parti ouvrier, comme

le PSL prétend vouloir le faire, il faut à la fois aller vers la classe et s'armer d'un plan d'action pour couper court au libéralisme.

Où va la gauche ?

Un fossé s'est creusé entre la classe ouvrière et la gauche du fait que celle-ci est associée au libéralisme. Elle est perçue par les travailleurs soit comme inutile, soit comme une bande de vendus libéraux. C'est pourquoi la tâche principale de la gauche dans la période à venir est de surmonter ce fossé afin d'être en mesure de guider les luttes à venir.

Sur le terrain des luttes ouvrières, soit la gauche est restée intentionnellement en dehors de la mêlée, soit elle s'est complètement mise aux basques de la bureaucratie syndicale. L'action de WSB lors de la récente grève des métallos de Boeing dans la région de Seattle, qui est le principal point d'ancrage de WSB et de sa dirigeante Kshama Sawant, donne une idée du problème. On pourrait supposer qu'une organisation nommée « les travailleurs contre-attaquent » allait tout faire pour mettre la grève sur la voie de la victoire face au sabotage du grand chef du syndicat, Jon Holden. Mais ce serait faire erreur. Quelques semaines après le début de cette bataille de classe cruciale, WSB se transportait à Dearborn, dans le Michigan, pour faire la promotion de Jill Stein. Ils ont donné la préférence à une politicienne libérale de petite envergure plutôt qu'à la classe ouvrière. Difficile de mieux illustrer la faillite et l'impotence de la gauche.

Beaucoup de militants de gauche reconnaissent que la société glisse vers la droite, mais bizarrement ils nient que la classe ouvrière a également été emportée dans cette direction. En effet, de nombreux travailleurs ont voté pour Trump par dégoût des politiciens institutionnels, de la misère économique, des guerres sans fin, etc. De plus, un grand nombre d'électeurs de Trump ont soutenu des mesures en faveur de l'avortement. Il y a des contradictions, et l'une des principales tâches des socialistes est maintenant de puiser dans ce vaste réservoir de colère, de lui donner une expression ouvrière et de la retourner contre Trump (et les libéraux).

Mais de nombreux militants de gauche utilisent ces contradictions pour nier ou minimiser le fait que la victoire de Trump est une réaction de droite au libéralisme. De fait, de nombreux travailleurs ayant voté pour Trump par colère légitime pensent que le protectionnisme, les déportations massives et la poigne de Trump feront avancer leurs intérêts. Il est grotesque et désorientant de le nier et d'attribuer à la classe ouvrière une conscience qu'elle n'a pas. C'est aussi une façon d'éviter de faire le bilan de la trajectoire désastreuse de la gauche dans la dernière période, dans le seul but de continuer à faire comme avant.

Et en effet, la voie proposée par la majorité de la gauche est soit d'essayer de redonner vie à une « résistance » morte et enterrée, soit d'adhérer à leur propre organisation minuscule et de « lutter pour la révolution ». Aucune de ces voies ne peut remplir la tâche qui s'impose, à savoir combler le fossé entre la gauche et la classe ouvrière. En fait, tout ce que la gauche fait en ce moment ne fera qu'élargir ce fossé.

Left Voice (associée en France à Révolution permanente) et SA sont typiques des organisations qui cherchent à faire revivre les mouvements libéraux d'hier. Mais ces mouvements n'ont strictement rien fait pour la classe ouvrière ou les groupes opprimés qu'ils prétendaient défendre, si ce n'est les jeter dans le piège réactionnaire actuel. De plus, avec la défaite de l'ordre libéral, les conditions qui avaient déclenché la « résistance » n'existent plus. Mais les efforts pour la ranimer accompliront une chose : dégoûter les travailleurs qui ont résolument rejeté le libéralisme. Essayer d'aller de l'avant sur le modèle de 2016 empêche d'organiser le type d'action défensive de la classe ouvrière qui est nécessaire.

La deuxième tendance dans la gauche, représentée par Revolutionary Communists of America (en France le Parti communiste révolutionnaire, journal *Révolution*), consiste à faire de la phraséologie révolutionnaire abstraite. Cela ne contribue pas non plus à recoller les morceaux entre la gauche et la classe ouvrière : la gauche paraît encore plus déconnectée qu'elle ne l'est déjà. N'ayant aucun plan d'action concret pour la classe ouvrière, ils n'ont aucun moyen d'attirer les travailleurs et les opprimés en lutte, qui sont la matière première pour construire un parti ouvrier.

Une autre question clé pour la gauche dans cette période est de résorber la division entre la classe ouvrière et les groupes victimes d'oppression spécifique. Pour cela, il faudra adopter une approche qui ne repousse pas davantage la classe ouvrière, mais qui montre clairement que la défense des immigrés, des personnes transgenres, des noirs, etc. est dans son intérêt. Nous devons montrer à la classe ouvrière que sa haine du libéralisme est utilisée par la bourgeoisie pour écraser les couches les plus opprimées, ce qui ne fera qu'aggraver la situation de ***tous*** les travailleurs. Mais ce n'est possible que si l'on rompt résolument avec la politique libérale. En dehors de cela, tout conduira à ouvrir la voie à davantage de réaction.

Le travail dans la communauté noire sera crucial pour combler le fossé entre la classe ouvrière et les groupes victimes d'oppression spécifique. Les tensions raciales imprègnent la société américaine et la classe ouvrière, et étant donné l'importance de la ségrégation des noirs pour les intérêts capitalistes, l'état de la lutte des noirs est un indicateur fort de la façon dont va le flot. Cela s'est certainement vérifié dans le cas de BLM, dont la politique libérale a non seulement mis à terre la lutte contre la terreur policière raciste mais a également contribué à la montée de la réaction. Les démocrates écrivaient d'abord « BLM » dans les rues devant la Maison Blanche, ils ont fini par présenter aux présidentielles une première femme noire qui ne disait pas un mot sur les flics, à part qu'elle serait plus dure contre la délinquance et qu'elle n'avait jamais voulu définancer la police. Dans la même veine, tous les procureurs « progressistes » soutenus par BLM sont aujourd'hui en train d'être démis de leurs fonctions.

Non seulement on s'éloigne du libéralisme de BLM (du genre « définancer la police » ou mettre en place le contrôle citoyen de la police), mais aussi de la lutte des noirs dans son ensemble. En réponse, la gauche soit nie cette réalité, soit capitule devant elle et abandonne en conséquence la lutte des noirs. Left Voice est un exemple de la première réaction. Elle s'est d'une manière ou d'une autre convaincue que BLM n'est pas mort et qu'on peut aisément le ressusciter dans ce climat de droite où la politique de BLM pour réformer la police a été rejetée. Le reste de la gauche n'est pas meilleur – il ne fait rien pour s'adresser à la question. Le sort de BLM est un avertissement pour tous les autres mouvements sur ce qui se passera si la gauche ne se bat pas pour enlever la direction aux libéraux.

La brutalité policière est aujourd'hui plus répandue que jamais. Comme les libéraux s'en sont lavé les mains, il revient à la gauche de nager contre le courant et de relancer le mouvement – non pas sur des bases libérales, mais sur la base de l'unité d'intérêts de la classe ouvrière et des noirs contre la bourgeoisie et son appareil d'État répressif. C'est pourquoi nous avons lancé la campagne « Ouvrez les archives de la police ». Un élément essentiel de cette campagne est de démasquer en action les libéraux qui prétendent être du côté des noirs mais qui en fin de compte se montrent du côté du secret d'État. Nous encourageons toute personne de gauche à nous rejoindre dans ce front unique pour reconstruire le mouvement contre la terreur policière.

Quelle est la prochaine étape ?

La gauche est actuellement impotente et désorientée. Les révolutionnaires doivent sortir de l'impasse et trouver les moyens de faire avancer les intérêts de la classe ouvrière. Pour construire un noyau révolutionnaire dans cette période réactionnaire, nous devons :

1) Débattre de nos tâches, y compris de ce qu'il faudra faire pour construire un parti ouvrier. La plupart des groupes de gauche entrent dans cette nouvelle ère sans boussole ; ils ne comprennent rien au tremblement de terre qui vient de se produire et ils sont prêts à répéter les mêmes erreurs que celles qui nous ont conduits ici. Ou alors ils trouvent du réconfort dans la phraséologie révolutionnaire des sectes, renonçant à toute perspective immédiate de lutte. Il est urgent d'ouvrir une discussion et un débat plus larges entre les groupes de gauche sur comment nous en sommes arrivés là et sur les tâches des mouvements socialiste et ouvrier dans cette nouvelle ère.

2) Organiser des groupes au sein des syndicats pour proposer une voie lutte de classe contre la direction procapitaliste actuelle, qui n'a fait que freiner la lutte de la classe ouvrière. La gauche socialiste est discréditée comme force politique, en particulier au sein de la classe ouvrière où beaucoup la considèrent comme une bande de libéraux au grand cœur qui se font les avocats des démocrates et de la bureaucratie syndicale. Contre cela, les vrais socialistes doivent se tourner vers la classe ouvrière et combattre pour améliorer ses conditions de vie les plus élémentaires en utilisant la politique et les méthodes de la lutte des classes. La condition préalable à ce combat est de s'opposer totalement à tous les partis capitalistes et à ***toutes*** les ailes de la bureaucratie syndicale. Ce n'est qu'ainsi que les socialistes pourront gagner en autorité parmi les travailleurs, saper l'attrait des populistes de droite, reconstruire la puissance des syndicats et jeter les bases d'une nouvelle direction de la classe ouvrière, basée sur la lutte des classes.

3) Organiser de grandes actions de front unique pour défendre les opprimés contre les attaques à venir. Les noirs et les trans, les latinos, les immigrés, les musulmans, les femmes – tous les opprimés – seront dans le collimateur du nouveau gouvernement. Les nécessaires luttes défensives ne peuvent être laissées entre les mains de libéraux impuissants, dont la politique moraliste divisera encore plus les travailleurs et les opprimés. Les socialistes ne doivent pas non plus concéder un iota aux « militants de gauche » qui abandonnent la lutte pour les groupes opprimés face à la réaction de droite. Les socialistes doivent se placer à la tête de ces luttes en s'opposant frontalement aux libéraux et en cherchant toujours à mettre en avant une stratégie lutte de classe qui fasse le lien entre les besoins spécifiques des opprimés et les intérêts matériels de l'ensemble de la classe ouvrière.

Ce n'est qu'en suivant cette voie que le mouvement socialiste pourra affronter le vent violent de la réaction, s'affirmer à nouveau comme un pôle face aux libéraux discrédités et reconstruire le mouvement ouvrier pour en faire une véritable force de combat. ■



France...

Suite de la page 2

et critiquent le rôle des bureaucrates. Mais elles refusent de faire un bilan sérieux, y compris de leur propre rôle dans les luttes de classe de ces dernières décennies, et de changer de cap en conséquence. Notoire dans ce sens est LO, qui ne cesse de déplorer le recul, bien réel, de la conscience de classe des travailleurs pour mieux se croiser les bras.

LO a récemment franchi un nouveau cap dans la théorisation de sa propre inanité. Argumentant contre l'idée même d'une direction révolutionnaire des syndicats, elle écrit : « *pour les militants révolutionnaires, se porter à la tête de ces organisations qui aujourd'hui ne mènent nullement une politique révolutionnaire ne pourrait se faire que dans un tout autre contexte, où la classe ouvrière serait réellement engagée dans des luttes* » (*Lutte de classe*, février). Et la lutte pour les retraites de 2023, les luttes actuelles contre les licenciements, ça ne vaut pas la peine de chercher à les gagner ? On se demande à quoi ça sert alors Jean-Pierre Mercier, longtemps délégué syndical central CGT chez PSA, aujourd'hui militant SUD à l'usine de Poissy, elle-même menacée de fermeture.

Cela n'empêche pas LO de répéter (tout comme RP et le NPA-R) les mêmes mots d'ordre grandiloquents de toujours, notamment la chimère de l'« interdiction des licenciements » accompagnée souvent de revendications parfaitement justes telles que la répartition du travail entre tous ou le contrôle ouvrier. Mais comment compte-t-on matérialiser ces mots d'ordre ?

Les analyses et appels à l'action de l'extrême gauche font fi de trois problèmes cruciaux : 1) la profonde division au sein de la classe ouvrière sur des lignes ethniques et religieuses, et le fait qu'environ un tiers des travailleurs votent RN ; 2) le discrédit des organisations syndicales et la démoralisation qui s'est installée ; et 3) les obstacles principaux à la défense des intérêts des travailleurs, c'est-à-dire la bureaucratie syndicale et les mélenchonistes.

LO rejette – tout comme les bureaucrates – les méthodes lutte de classe (véritables piquets de grève, caisse de grève, etc.), seules capables d'arracher des victoires face à une bourgeoisie déterminée (voir notre polémique en page 3). Face aux « plans sociaux », l'inaction des bureaucrates et l'inaptitude de leurs tactiques, le NPA-R explique que « *pour l'instant, les luttes restent isolées, entreprise par entreprise* » (22 janvier). Il propose donc une « *politique* » pour les révolutionnaires : « *Oui, il faudrait entraîner les travailleurs de toutes les entreprises à en contacter d'autres, à occuper les rues, à rendre la vie impossible au patronat et aux représentants de l'État.* » Dans la situation actuelle, le simple appel à entraîner les travailleurs de toutes les entreprises dans la lutte est moins une « politique » qu'un vœu pieux. Cette politique essaye de contourner, au lieu de ***confronter***, l'obstacle de la bureaucratie syndicale, qui sabotera toute tentative de « rendre la vie impossible » aux patrons et à l'État.



JEFF PACHOUD / AFP

Novembre 2024 : Manif des travailleurs de Vencorex. L'effet domino de la faillite de cette entreprise menace des milliers d'emplois dans des secteurs clés, mais les bureaucrates refusent toute confrontation sérieuse avec la bourgeoisie.

Ce qu'il faut, c'est mettre en avant un programme concret, une voie de lutte réaliste, pour reconstruire les syndicats et préparer sérieusement la défense des travailleurs. Nous avons essayé de présenter un tel programme pour le cas des cheminots (voir page 14). Des programmes similaires doivent être développés et mis en avant dans chaque secteur attaqué, et nous collaborerons volontiers avec les militants syndicaux et de l'extrême gauche dans cette tâche. C'est ce genre de ***guide pour l'action***, et non les platitudes (« construire la lutte d'ensemble par en bas », etc.) et mots d'ordre abstraits de toujours, qui pourrait rendre possible la construction de pôles des révolutionnaires au sein des syndicats.

RP travaille dans le sens opposé. Ils ont récemment (19 décembre) fait la promotion d'une tribune unitaire de la CGT Total Grandpuits, les Soulèvements de la Terre, Les Amis de la Terre et Extinction Rébellion face à la vague de licenciements, dans laquelle ils affirment notamment : « *Nous pouvons dessiner une autre issue à la crise écologique et sociale, en socialisant sans rachat les usines condamnées à fermer sous le contrôle des travailleurs, afin de lancer leur reconversion écologique.* » La « reconversion écologique » de Total et Michelin, vraiment ? Et comment les travailleurs vont-ils pouvoir s'acheter des voitures électriques à 50 000 euros quand ils peuvent à peine mettre assez de diesel dans le réservoir pour aller au boulot ? Qui peut prendre cela au sérieux ?

Comme le montrent l'horrible tragédie humanitaire à Mayotte et les crues chroniques et dévastatrices sur la côte de la Manche, toutes les infrastructures et les services capables de mitiger les effets du changement climatique – logement décent, barrages, services de santé, financement des pompiers et du SAMU – sont en piteux état, et l'assurance est inabordable pour les travailleurs. Néanmoins, l'État redouble d'hypocrisie, invoquant une « transition écologique » qui constitue une attaque massive contre les conditions de vie des travailleurs. Toute l'idéologie verte, selon laquelle les travailleurs doivent faire des sacrifices pour sauver la planète en collaboration avec les capitalistes, est censée donner un vernis progressiste à ces attaques. Les jeunes écolos radicaux voudraient faire une alliance avec les travailleurs ? Tant mieux. Sauf que leur programme libéral petit-bourgeois – réduire la consommation, taxer davantage les carburants, s'opposer par principe au nucléaire, à l'extraction minière et à pratiquement toute nouvelle œuvre d'infrastructure, bref renforcer la ***désindustrialisation*** du pays – est complètement ***contraire*** aux intérêts du prolétariat et ne peut que repousser les travailleurs.

Notons en passant que l'adaptation à l'idéologie verte, sans laquelle on ne peut pas passer pour un « progressiste » aux yeux des bobos, est la ligne officielle des dirigeants syndicaux « de gauche » actuels (voir l'affiche des bureaucrates traîtres de SUD-Rail en page 4). Une alliance entre les syndicats et la jeunesse antiraciste (dont les écolos radicaux souvent se réclament) ***dans l'intérêt des travailleurs*** ne peut être scellée qu'en rupture avec l'écologisme, y compris la variante « écosocialiste » de Mélenchon.

La tâche urgente des communistes révolutionnaires est de reconstruire les syndicats au beau milieu du vent de réaction qui souffle partout. ***Il faut que l'extrême gauche se ressaisisse vite !*** ■

Boualem Sansal : Larbin de l'impérialisme français

L'arrestation et l'incarcération en Algérie de l'écrivain français Boualem Sansal a provoqué une levée de boucliers en France. Macron tout comme la gauche républicaine a lancé une campagne hystérique sur la liberté d'expression, dans un pays où un tweet contre le génocide des Palestiniens peut vous mener en prison pour « apologie du terrorisme ».

D'origine algérienne, Sansal a choisi le français comme langue d'écriture, et il a multiplié les prises de positions ces dernières années en soutien à Israël. Sa prose relève de plus en plus du djihadisme anti-islamique, et c'est bien pour cela que les ayatollahs de la laïcité en France le révèrent.

Sansal a même déclaré récemment dans un magazine d'extrême droite français, *Frontières*, que l'Ouest de l'Algérie appartenait en fait au Maroc. Un gouvernement algérien authentiquement anti-impérialiste aurait largement republié ce genre de déclaration pour alerter le peuple algérien et le peuple marocain sur ce larbin de l'impérialisme français qui cherche à dresser les deux peuples l'un contre l'autre ; il aurait laissé Sansal librement s'exprimer en Algérie, il l'aurait même exhibé pour montrer comment l'impérialisme cherche à faire obstacle à l'unité des peuples du Maghreb contre l'impérialisme, et surtout contre l'impérialisme français.

Rien de tel pour achever politiquement ce personnage. Au lieu de cela, le régime militaire a choisi de le jeter en prison à son arrivée à Alger en provenance de Paris en novembre dernier et d'en faire ainsi un martyr de la liberté d'expression. Est-ce simplement la stupidité de militaires typiquement bornés ? Non pas. Le régime militaire algérien non seulement cherche à intimider tout opposant potentiel à son régime détesté, il est incapable de vaincre Sansal politiquement parce qu'il cherche lui-même à attiser la division entre les travailleurs des deux côtés de la frontière algéro-marocaine !

Il cherche ainsi à faire oublier ses propres turpitudes et les liens innombrables des militaires avec l'impérialisme français (accords militaires pour le survol de l'Algérie par l'armée française pendant la récente occupation du Mali par la France, collusion avec les milieux d'affaires spécialisés dans l'import-export entre la France et l'Algérie, etc.). Le régime nationaliste est ainsi un obstacle à l'unité révolutionnaire des peuples opprimés du Maghreb contre l'impérialisme français. Pour la réaliser, il faut une authentique direction communiste à la deuxième révolution anti-impérialiste qu'il faut mener pour libérer l'Algérie du joug de l'impérialisme français. ■

Travail syndical : Leur conception et la nôtre

Traduit de Workers Hammer *n° 255 (hiver 2025) journal de la SL/Britain.*

La tâche la plus élémentaire des socialistes est de mener les luttes de la classe ouvrière à la victoire. De la victoire dans leurs luttes quotidiennes contre les patrons à la victoire sur la classe dirigeante. Cela exige bien sûr déjà que la masse des travailleurs suive les socialistes.

Mais aujourd'hui non seulement le mouvement socialiste n'a pas l'hégémonie sur la majorité de la classe ouvrière, la plupart des travailleurs lui sont au mieux indifférents, voire carrément hostiles. Les dirigeants qu'ils ont, c'est-à-dire les dirigeants des syndicats, ont mené la vague de grèves de 2022-2023 à la défaite en refusant de renverser un gouvernement conservateur pourtant faible et détesté. Les syndicats en sont en conséquence sortis affaiblis ; beaucoup de membres ont démissionné par frustration et colère. Puis en 2024, les dirigeants syndicaux ont tous fait campagne pour porter au pouvoir le gouvernement anti-ouvrier de Starmer.

Les travailleurs sont désarmés et démoralisés ; ils se retrouvent aux prises avec une direction déloyale. Comment sortir de cette situation déplorable ? C'est la question que tout révolutionnaire sérieux doit se poser. Notre réponse : nous devons renforcer et reconstruire les syndicats, et cela se fera ***contre*** la direction actuelle et ***pour*** une direction socialiste.

Alors, comment la gauche réagit-elle ? Certains cherchent à « diriger » la classe en soutenant (parfois de manière critique) les traîtres actuels, ou un groupe ou un autre d'« oppositionnels » capables de tenir des propos combatifs tout en ayant les mêmes opinions procapitalistes. Ou encore, ce qui revient au même, ils ont des « comités de base » qui ne luttent pas pour une nouvelle direction, vouée à un syndicalisme différent, mais seulement pour faire pression sur l'actuelle. Il y a aussi ceux qui ferment les yeux et prétendent que la direction actuelle de la classe va disparaître comme par enchantement et que d'un seul coup la classe les suivra. Ce qu'ils ont tous en commun, c'est de refuser de traiter la direction procapitaliste comme un obstacle à renverser.

Des groupes comme le Socialist Workers Party, le Socialist Party (associé en France à la Gauche révolutionnaire) et le Communist Party ont tous des membres à des postes syndicaux, depuis le représentant syndical jusqu'au dirigeant national. Ils ont obtenu ces postes non pas en concurrence avec les dirigeants procapitalistes mais en collaboration avec eux. Ils le justifient toujours en disant que certains dirigeants sont plus combatifs ou plus à gauche que d'autres. Mais ils commettent toujours les mêmes trahisons. Ils prétendent diriger les travailleurs mais tout ce qu'ils font, c'est faire porter sur les socialistes eux aussi la haine légitime des travailleurs envers ces bureaucrates.

En période de lutte, nombre de ces mêmes groupes forment des « comités de base » afin de faire pression pour poursuivre une grève, ajouter des revendications, etc. Il faut dresser la base contre les dirigeants, non seulement pour faire pression mais pour les renverser. Une grève qui perd à cause de sa direction a besoin d'une nouvelle direction et non de revendications supplémentaires pour perdre quand même.

Des groupes comme le Parti communiste révolutionnaire pensent que le simple fait de dire « rejoignez les communistes » est la réponse à tout (ou fera oublier aux travailleurs qu'hier ils soutenaient Sharon Graham – une bureaucrate pro-OTAN !). Pour sa part, le World Socialist Web Site publie souvent des articles perspicaces sur les conditions de vie de la classe et les trahisons de ses dirigeants, pour ensuite dénoncer les syndicats dans leur ensemble ! Ces deux stratégies signifient en fait un pacte de non-agression avec les dirigeants actuels des syndicats, miroir du soutien que d'autres groupes apportent à ces dirigeants.

Notre point de départ n'est pas de choisir le moins mauvais, ni d'ignorer à quel point ça va mal. Nous partons de la position générale de la classe ouvrière et de comment faire avancer ses luttes. Pour l'instant, il s'agit de regrouper, de protéger et de reconstruire les syndicats après la défaite.

De ce point de vue, nous examinons chaque secteur et formulons une ligne de lutte basée sur les besoins des travailleurs de ce secteur et correspondant à cette stratégie d'ensemble. C'est en luttant pour les droits et les conditions de travail que les syndicats gagnent la confiance de leurs membres ; cette confiance est nécessaire pour renforcer les syndicats et recruter de nouveaux membres.

Nous signalons les obstacles à la réalisation de cet objectif : la stratégie de sabotage menée par les dirigeants procapitalistes. Nous formulons nos revendications et nous nous battons pour elles, contre ces dirigeants. Nous remettons ainsi la question de la direction à sa juste place ; il s'agit de voir ce qui fait avancer et ce qui fait reculer les conditions de vie quotidiennes et la lutte générale de la classe ouvrière. ■

Une candidature révolutionnaire aux élections allemandes

Les élections allemandes du 23 février soulèvent la nécessité urgente d'une opposition ouvrière aux sociaux-démocrates et aux dirigeants syndicaux, dont la trahison a préparé le terrain pour une victoire de la droite. C'est la lutte que mène le docker socialiste Toralf Endruweit, candidat à Hambourg-Wandsbek sur la Liste internationaliste du Parti marxiste-léniniste (MLPD).

Toralf a contribué à la lutte contre la privatisation (vente à MSC) dans le port de Hambourg conclue l'année dernière avec la complicité des dirigeants du syndicat ver.di. Toralf est un partisan du Parti ouvrier spartakiste et du Comité des travailleurs portuaires pour un ver.di de lutte ; il considère sa campagne comme la première étape pour forger un courant anti-impérialiste au sein du mouvement ouvrier. Voici son programme :



Hafenarbeiterkomitee

TORALF ENDRUWEIT AU PARLEMENT FÉDÉRAL !

Internationalistische Liste



Contre la guerre et la crise
TRAVAILLEURS AU POUVOIR !

1. NON À L'OTAN !

Pas de soutien, pas d'armes pour l'Ukraine et Israël !

2. HALTE À LA DÉSINDUSTRIALISATION !

Laissez entrer le gaz et le pétrole russes ! À bas les sanctions !

3. LIBÉRATION DE LA PALESTINE !

Assez avec la chasse aux sorcières contre les musulmans !
Contre la répression et toutes les interdictions !

4. LE PORT AUX MAINS DES TRAVAILLEURS !

Cheminots…

Suite de la page 4

insoumis. Il a utilisé son siège à l'Assemblée nationale pour plaider un « *moratoire sur la casse du fret ferroviaire* » tout en ne faisant ***absolument rien*** pour préparer les militants syndicaux à l'inévitable conflit avec l'État. Résultat : le fiasco du 12 décembre… et pas même un « moratoire ».

C'est ainsi que la combativité des cheminots a été dilapidée pendant plus de quinze ans de dures batailles. Pour reconstruire la puissance des cheminots, la question centrale qui se pose pour l'avant-garde ouvrière est de faire exploser tout ce carcan soigneusement calibré par les bureaucrates pour que la bourgeoisie puisse s'en accommoder. L'heure n'est pas à des appels grandiloquents pour « *l'interdiction des licenciements* » (NPA-R, 9 janvier) ou la « *grève générale politique* » (Révolution permanente, 4 décembre). Dans la foulée des défaites et la situation de division des travailleurs et de désarroi du mouvement syndical, les ouvriers ne prendront pas au sérieux ce genre d'appels. L'heure est à des revendications et des mesures assez élémentaires pour ***reconstruire*** les syndicats en préparant des luttes défensives ***victorieuses***. C'est seulement ainsi que nous pourrons faire basculer le rapport des forces en faveur des travailleurs et commencer à préparer sérieusement l'offensive prolétarienne nécessaire face à l'impérialisme français pourrissant et à la montée de la réaction.

Esquisse d'un programme pour gagner

Nous proposons aux militants syndicaux et de l'extrême gauche le programme suivant pour commencer ***dès maintenant*** à construire le pôle de révolutionnaires qu'il nous faut pour préparer les batailles de demain en opposition à la bureaucratie syndicale et aux mélenchonistes :

- Les syndicats ne représentent qu'une minuscule minorité de la classe ouvrière (moins de 9 %) composée principalement de ses couches supérieures. Ce sont surtout les travailleurs des minorités issues de l'immigration qui occupent les emplois les plus mal payés et précaires en tant que sous-traitants ne bénéficiant de pratiquement aucun droit (agents de travaux sur les voies, agents de nettoyage de gares et de trains, régulateurs de flux sur les quais, etc.). À la Gare du Nord, par exemple, travaillent environ un millier d'agents SNCF (y compris intérimaires et employés en CDD) et environ 2 000 sous-traitants. Le discrédit actuel des syndicats grâce aux bureaucrates ne peut qu'empirer cette situation. Pour unifier les travailleurs et les rallier dans la lutte, il faut lancer des ***campagnes de syndicalisation*** en revendiquant l'embauche de ***tous*** les sous-traitants, intérimaires, etc. en CDI au statut de cheminot.
- Il faut ***d'ores et déjà*** commencer à préparer des ***caisses de grève*** pour éviter l'étranglement financier des grévistes quand l'heure du prochain combat sonnera.
- Pour mettre fin à une situation où chaque syndicat brise la grève de l'autre au profit des patrons et des petites sinécures des bureaucrates, il faut revendiquer ***l'unification syndicale***. C'est une question d'autant plus urgente qu'avec la privatisation on risque de se retrouver sur une même ligne avec plusieurs syndicats SUD de cheminots, plusieurs syndicats CGT, etc. Casser les syndicats pour empêcher une riposte unitaire des cheminots est en fait un objectif central de l'ouverture à la concurrence.
- Pendant que les flics se déchaînent contre les jeunes des banlieues, les militants syndicaux et la gauche, les gares et autres installations ferroviaires sont considérées par l'État comme des points « sensibles », surveillés par plusieurs forces policières et l'armée. Contre la terreur policière qui règne dans les quartiers et la menace constante de la répression dirigée contre les luttes des travailleurs, il faut exiger : ***À bas Vigipirate et Sentinelle ! Flics – notamment de la Sûreté ferroviaire – hors des syndicats !***
- Pour chercher à sceller une alliance avec d'autres secteurs ouvriers, les étudiants et notamment les habitants des quartiers, il faut revendiquer la ***gratuité des transports en commun***, une mesure élémentaire dans l'intérêt de tous les travailleurs, des retraités, des chômeurs et de la jeunesse tout entière !
- L'État justifie l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire et le démantèlement de Fret SNCF, comme tant d'autres attaques dirigées contre les travailleurs, par les règles et directives libérales de l'Union européenne – des règles et directives que les impérialistes français ont concoctées eux-mêmes (avec leurs homologues allemands et états-uniens) pour mieux exploiter « leurs propres » travailleurs en France et asservir les pays plus pauvres d'Europe. Ça fait 30 ans que les bureaucrates et même l'extrême gauche s'accommodent à cet état de choses au nom des belles paroles sur l'« ouverture des frontières ». ***Ça suffit : À bas l'UE ! Au diable ses directives libérales anti-ouvrières ! À bas l'impérialisme français !***
- Il faut arrêter d'essayer de convaincre la bourgeoisie ; il faut la ***vaincre***. Pour arrêter la circulation des trains, il faut mettre en place des ***piquets de grève*** que personne n'ose franchir. Les revendications mises en avant ci-dessus, destinées à unifier les travailleurs du secteur ferroviaire et à rallier derrière eux les opprimés et la jeunesse, permettraient de mettre en place des ***piquets de masse*** capables de faire face à la répression de l'État capitaliste.

Cela n'est pas hyperrévolutionnaire en soi mais ce sont des mesures de base nécessaires si l'on veut mener des luttes capables de gagner. Des luttes syndicales victorieuses auraient mille fois plus de poids pour combattre la démagogie raciste et anti-ouvrière du RN que tous les discours « woke » qui blâment les travailleurs pour leur arriération et ne font que les pousser davantage dans les rangs du RN ! ■

Syrie…

Suite de la page 16

et il n'était pas dans l'intérêt de la classe ouvrière de le défendre. Malgré les prétentions panarabes du régime baasiste, celui-ci n'a jamais constitué un véritable gouvernement national. La guerre qu'il menait n'avait pas pour but d'unifier le peuple arabe contre l'agression étrangère. Il s'agissait toujours au contraire d'une guerre visant à maintenir au pouvoir une petite clique corrompue de loyalistes d'Assad reposant sur les alaouites. Au fond, plus que l'argent, les armes ou les sanctions, ce sont les bases communautaires et dictatoriales du régime qui ont miné et finalement conduit à l'effondrement d'un gouvernement syrien centralisé.

En opprimant les Arabes sunnites et les Kurdes, en déniant les droits démocratiques fondamentaux et en s'accaparant les richesses du pays, le régime d'Assad a ouvert la voie aux impérialistes et aux puissances régionales qui ont profité de la situation et poursuivi leurs propres objectifs réactionnaires. Il ne fallait pas défendre le régime, car il ne contribuait pas à la défense de la Syrie contre le pillage impérialiste, mais la sapait. Quant aux interventions de la Russie et de l'Iran en faveur d'Assad, elles étaient intéressées et réactionnaires, et non anti-impérialistes.

Nombreux sont ceux qui, en Syrie et dans le monde, ont soutenu le régime d'Assad non par vénalité, mais parce qu'ils le considéraient comme le seul rempart contre la réaction religieuse et le démembrement de la Syrie. De nombreux alaouites et membres d'autres minorités ont soutenu le régime non pas par amour pour Assad, mais parce qu'ils craignaient d'être la cible de vengeances s'il perdait son emprise sur le pouvoir. Il était et il reste nécessaire de montrer à ces couches de la population que l'unification nationale, la sécurité à long terme des minorités ainsi que le progrès social et démocratique ne pouvaient se réaliser qu'en opposition au régime baasiste. D'autres, dont le Hezbollah, ont aidé militairement le régime parce qu'ils craignaient les conséquences qu'aurait son effondrement pour la lutte contre Israël. Pour ces éléments, il faudrait démontrer que les divisions communautaires exacerbées par Assad ont affaibli cette lutte régionale.

Tout cela montre que la tâche n'était pas de défendre la tyrannie d'Assad, mais de la renverser ***d'une façon progressiste***. Mais ce n'est manifestement pas ce qui s'est passé.

L'échec de la révolution démocratique

Comment le mouvement contre Assad, qui avait commencé comme un soulèvement spontané pour les droits démocratiques, s'est-il retrouvé de plus en plus dominé par des forces islamistes réactionnaires et est-il devenu un terrain de jeu pour les puissances étrangères ? Nous avons déjà vu comment le régime d'Assad lui-même a contribué à cette évolution. Mais ce n'est que la moitié de l'histoire. Pour avoir une vue d'ensemble, il est également nécessaire d'examiner les dynamiques et les échecs au sein de l'opposition et des différents groupes rebelles.

Dans les pays gouvernés par des dictatures en conflit avec l'Occident, les progressistes ont fortement tendance à considérer les démocraties impérialistes comme un contrepoids. L'exemple de la guerre civile syrienne montre à quel point cette erreur est fatale. Au fond, c'est avant tout la foi dans la démocratie occidentale qui explique pourquoi Assad a finalement été renversé par des forces islamistes obscurantistes plutôt que par un mouvement représentant les aspirations démocratiques révolutionnaires qui avaient initialement provoqué le soulèvement des peuples de Syrie.

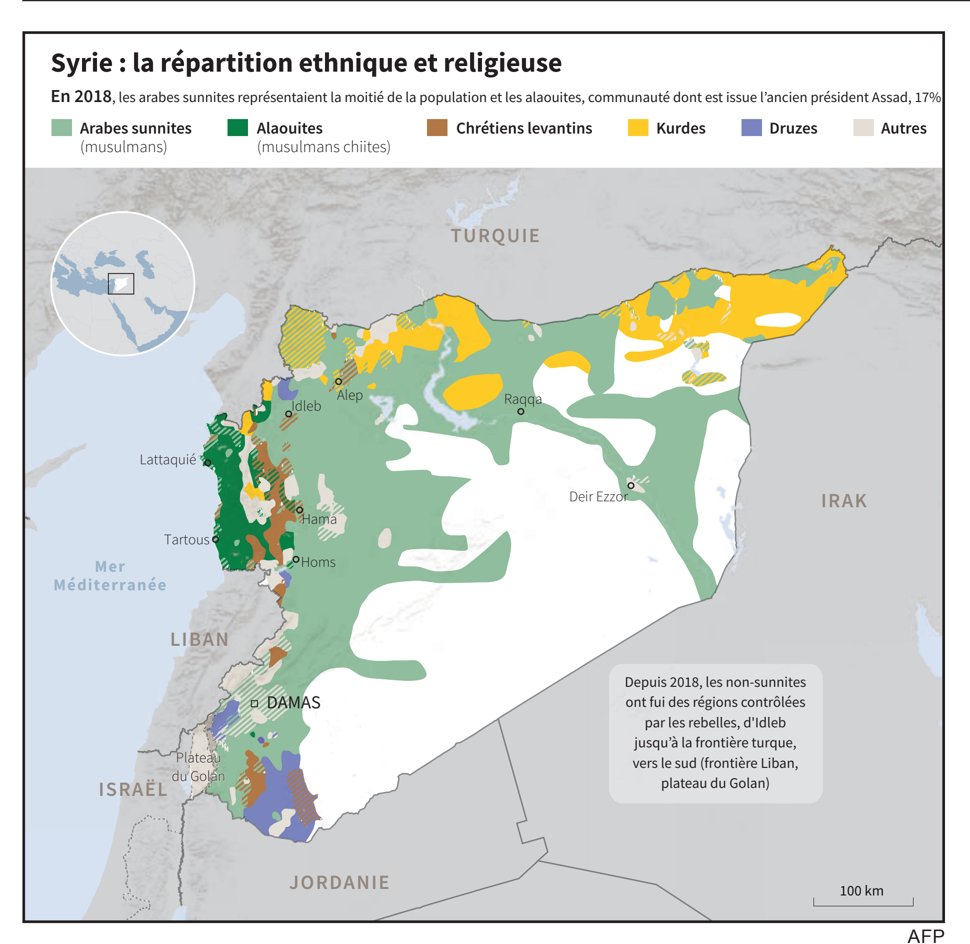
Quand Assad a déployé ses forces de sécurité pour écraser brutalement le mécontentement, des milices locales ont vu le jour pour défendre des communautés. Finalement, les défections ont commencé à se multiplier au sein des forces gouvernementales. Tout au long de la guerre civile, les socialistes et les travailleurs devaient défendre les communautés menacées d'être massacrées. Cependant, ce qui avait commencé comme des mouvements héroïques d'autodéfense s'est finalement transformé en une campagne militaire contre le gouvernement, subordonnée aux intérêts des impérialistes occidentaux. Non seulement cela a entraîné un désastre militaire, mais c'était aussi la trahison de tout espoir de révolution démocratique et sociale en Syrie.

Un rapport publié en 2016 par Félix Legrand, membre du groupe de recherche « Initiative de réforme arabe », détaille certaines des raisons de la marginalisation de l'Armée syrienne libre (ASL), la principale force rebelle dans la phase initiale de la guerre civile. La première chose que ce rapport note (sans pouvoir l'expliquer), c'est comment la fragmentation politique a paralysé l'ASL. En effet, l'ASL représentait deux forces contradictoires. D'un côté, les aspirations populaires au progrès démocratique et social, et de l'autre, les intérêts de puissances étrangères.

En raison de sa subordination à l'impérialisme, l'ASL n'a jamais été en mesure d'unir les travailleurs syriens dans une lutte commune contre les intérêts économiques de l'élite et pour la démocratie. Après tout, les États-Unis et leurs alliés sont tous absolument opposés à l'émergence d'un État syrien fort et démocratique – et encore plus d'un État syrien socialiste. Ainsi, le programme démocratique de l'ASL était en fin de compte incohérent et n'existait que sur le papier. En revanche, les forces islamistes et kurdes pouvaient s'unir autour d'un projet commun, religieux pour les premières, national-démocratique pour les secondes.

Dans la conclusion de son rapport, M. Legrand note que :

> « Pour l'ASL, c'est précisément son incapacité à résister aux bailleurs de fonds étrangers et à développer une certaine



AFP

Syrie : Le patchwork de peuples taillé par les Britanniques et les Français. Seule la lutte en commun contre l'impérialisme peut forger l'unité.

> influence sur les décisions qui lui sont imposées qui l'a poussée en marge des champs de bataille. »

Effectivement, au fur et à mesure que la guerre civile évoluait, il est devenu de plus en plus évident que l'ASL ne représentait pas un mouvement de libération du peuple syrien, mais qu'elle était un outil de Washington. Cela s'est manifesté très clairement par le fait qu'elle a été contrainte à plusieurs reprises de cesser les hostilités contre Assad pour prioriser des intérêts plus pressants pour les États-Unis, qu'il s'agisse de la lutte contre Daech ou de la sécurisation de la frontière jordanienne.

Cette soumission docile a été dénoncée à juste titre comme une trahison par les forces islamistes, et elle a contribué à des défections massives des combattants de l'ASL. Au fil de la guerre civile, l'ASL a été progressivement marginalisée, et les forces islamistes sont de plus en plus devenues la seule véritable opposition militaire à Assad.

Quelle était alors la voie à suivre pour ceux qui espéraient une révolution sociale et démocratique en Syrie ? Continuer à soutenir l'ASL « démocratique » et faire pression pour obtenir davantage de soutien de la part de l'Occident ? Non. Le soutien apporté par l'Occident ne vaut jamais le prix de la soumission politique exigée en retour. Il était encore moins correct d'appeler à une intervention militaire directe, comme beaucoup l'ont fait. Cela aurait signifié l'asservissement de la Syrie par l'impérialisme, une issue encore pire que celle à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui. Qu'en est-il des forces islamistes ? Fallait-il les soutenir en tant que seules forces menant objectivement la lutte contre Assad ? Évidemment non. Leur victoire ne représente pas plus un progrès que le maintien au pouvoir d'Assad. Ceux qui en doutent s'en rendront compte bien assez tôt.

Ce qui était nécessaire, mais qui a manqué pendant tout ce conflit, c'était une véritable lutte au sein des forces démocratiques pour une rupture totale avec la subordination aux États-Unis. Accepter des armes là où on peut les obtenir est une chose, mais devenir l'esclave des puissances les plus réactionnaires du monde en est une autre. Une opposition claire et de principe aux États-Unis et à leurs affidés aurait permis de faire de la lutte contre Assad un élément constitutif de la libération de l'ensemble de la région de l'impérialisme. D'une part, cela aurait réduit l'attrait du régime, qui se présentait comme le seul défenseur de l'indépendance nationale syrienne. D'autre part, cela aurait contribué à faire du conflit un véritable soulèvement démocratique et national, en fournissant la base nécessaire pour polariser et diviser les différentes factions communautaires et religieuses.

En fin de compte, la principale leçon à tirer est que ce n'est qu'en s'opposant aux États-Unis et à Israël qu'une solution radicalement démocratique et socialiste pourra émerger en Syrie.

La question kurde

Pour beaucoup, notamment au sein de la gauche en Türkiye et en Europe occidentale, les forces kurdes dirigées par les Unités de protection du peuple (YPG) représentent une véritable alternative révolutionnaire et démocratique dans la guerre civile syrienne. Il est vrai que le soulèvement national démocratique au Rojava avait le potentiel d'être un véritable phare pour la libération nationale et le progrès social dans toute l'Asie occidentale. Cependant, tout comme l'ASL, les forces kurdes regroupées au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS) se sont inféodées aux États-Unis et ont donc joué un rôle généralement réactionnaire.

C'était une chose d'accepter l'aide des États-Unis et de se retrouver dans une alliance objective face à une menace d'extermination ethnique. Ce fut le cas lors du siège de Kobané par les forces de Daech en 2014. Et c'était une absurdité stérile et réactionnaire de refuser à un peuple les moyens de se défendre comme il le peut dans une telle situation[1]. En revanche, lancer une offensive conjointe avec les troupes américaines dans des territoires habités très majoritairement par des Arabes, comme l'ont fait les FDS, c'est une tout autre affaire.

Bien sûr, Daech représentait une force extrêmement réactionnaire et constituait une menace pour toutes les minorités religieuses et nationales de la région. Toutefois, sa force résidait avant tout dans l'oppression brutale des sunnites à la suite de l'invasion américaine en Irak. La défaite militaire de Daech n'a pas permis de s'attaquer à la racine du problème. Bien au contraire, la dévastation à grande échelle de villes comme Raqqa par les États-Unis, avec l'aide des forces kurdes, ne fera qu'attiser le ressentiment.

Alors qu'elles étaient un phare potentiel pour la résistance révolutionnaire anti-impérialiste, les YPG et les forces kurdes sont désormais considérées par beaucoup dans la région comme des agents des États-Unis. Par exemple, elles sont directement responsables du pillage du pétrole syrien au profit des Américains. Rien ne montre mieux la faillite des dirigeants kurdes que leur façon d'éviter la question du génocide des Palestiniens à Gaza pour ne pas déplaire à leurs alliés. Le mouvement national kurde a brillé par son absence dans la lutte internationale contre Israël depuis le 7 Octobre, et il a récemment entamé un dialogue diplomatique avec Tel-Aviv. Alors que la question palestinienne pourrait être le pont parfait pour unir la cause des Kurdes à celles du reste de la région, y compris en Türkiye, l'absence d'action concrète des organisations de gauche kurdes en défense de la Palestine isole une fois de plus les Kurdes, les rendant ainsi plus vulnérables à de futures attaques et plus dépendants des États-Unis.

Il est urgent que le mouvement national kurde rompe son alliance avec les États-Unis, dans les termes qu'il décidera. C'est essentiel non seulement pour la libération de toute la région des griffes de l'impérialisme américain, mais aussi pour la libération nationale et sociale des Kurdes eux-mêmes en Syrie et au-delà.

Et maintenant ?

L'effondrement du régime d'Assad a créé un vide et une ouverture pour le débat politique. Cette occasion favorable ne durera probablement pas très longtemps, et il faut la saisir pour organiser la lutte contre le nouveau régime et provoquer un réalignement politique. Ce qui a manqué pendant toute la guerre civile, c'est une alternative véritablement anti-impérialiste, démocratique et socialiste. La tâche à laquelle nous sommes confrontés est de construire une telle alternative, en tirant les leçons de la guerre civile.

Tout d'abord, ce n'est qu'en s'opposant à l'oppression impérialiste dans toute la région que nous pourrons commencer à unir les peuples d'Asie occidentale. Les travailleurs et les paysans de Türkiye, du Kurdistan, de Syrie, d'Iran, du Liban, de Palestine et d'Irak sont tous opprimés par le système international dirigé par les États-Unis. Le point de départ doit être de s'opposer à la prédation économique et militaire des États-Unis et de leurs alliés, notamment d'Israël qui étend ses conquêtes dans le sud de la Syrie et du Liban.

Deuxièmement, une véritable unité contre l'oppression étrangère ne peut être réalisée qu'en reconnaissant les droits démocratiques des minorités religieuses et nationales. Les impérialistes ont conçu la région pour diviser sa population ; seule une véritable autodétermination peut guérir ces blessures. Nous devons lutter pour une Palestine et un Kurdistan libérés de l'oppression nationale. Nous devons lutter contre l'imposition de la religion par l'État et pour l'émancipation des femmes.

Enfin, s'il est une chose que la guerre civile syrienne et le conflit palestinien ont montrée, c'est que l'élite dirigeante du monde arabe et musulman est constituée de traîtres corrompus qui sacrifieront la libération de leur peuple pour des gains économiques ou politiques à court terme. Toute lutte pour la démocratie et la libération de l'impérialisme sera menée contre cette classe sociale, aussi anti-impérialiste qu'elle puisse paraître à un moment donné. L'avenir du Moyen-Orient et de la Syrie est entre les mains des travailleurs, et non des élites. ***Unissons-nous contre l'impérialisme américain et ses laquais – pour une fédération socialiste de l'Asie occidentale !*** ■

1 Cette approche erronée a été celle de la LCI dans sa couverture de la bataille de Kobané et de l'ensemble de la guerre civile syrienne. Le présent article se veut une correction, conformément à notre réorientation plus générale. Voir « En défense de la révolution permanente », *Spartacist* édition en français n° 46, novembre 2023.

LE BOLCHEVIK

Seul l'anti-impérialisme peut unir les peuples de Syrie

Traduit de Workers Hammer *n° 255 (hiver 2025), journal de nos camarades de la Spartacist League/Britain.*

Des scènes de liesse ont éclaté après l'effondrement du régime détesté de Bachar Al-Assad. Si le dictateur a disparu, nombreux sont ceux qui craignent pour l'avenir. Les expériences de la Libye, de l'Irak et de l'Afghanistan montrent que la chute d'un régime détesté ne conduit pas automatiquement au progrès. Dans le cas de la Syrie, même les observateurs les plus optimistes doutent que les promesses démocratiques du nouveau gouvernement dirigé par Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), une milice islamiste affiliée à l'origine à Al-Qaida, soient vraiment fondées. Comment réaliser des avancées démocratiques et sociales dans la situation actuelle ? Telle est la question cruciale à laquelle sont confrontées les forces progressistes et ouvrières en Syrie aujourd'hui.

Certains croient naïvement que la voie du progrès démocratique passe par l'allègement des sanctions imposées par les États-Unis et l'Union européenne et leur remplacement par de l'aide. Il s'agit là d'une dangereuse illusion. Les puissances impérialistes occidentales sont responsables de l'enlisement de la Syrie et de toute la région dans un conflit perpétuel. Leur rhétorique sur la démocratie et les droits civiques n'a jamais été qu'un mince vernis pour dissimuler leurs véritables intérêts : s'assurer qu'aucun État ou coalition ne puisse arrêter le pillage des ressources de l'Asie occidentale.

Encore et encore, ils ont suivi la même politique de diviser pour régner, en utilisant les intérêts à court terme d'une faction religieuse ou nationale pour fomenter des conflits plus larges et maintenir la région divisée intérieurement. Ce n'est pas un secret, et il devrait être évident que le progrès social au Moyen-Orient ne se fera qu'aux dépens des États-Unis et de leurs chiens de guerre sionistes. Mais la réalité est toujours plus compliquée que la théorie. Le problème est qu'avec une région aussi divisée intérieurement et aussi pauvre, il y a toujours un ennemi qu'on peut présenter comme un plus grand danger immédiat qu'une puissance étrangère lointaine.

C'est ce qui a rendu le conflit syrien si insoluble. Les cliques nationales corrompues et les acteurs étrangers exploitent les aspirations, les craintes et les griefs légitimes de certains secteurs de la population pour promouvoir leurs propres intérêts réactionnaires. L'oppression des Kurdes par de nombreux États de la région est utilisée par les États-Unis et par Israël. La haine d'Assad et de l'oppression occidentale est utilisée par diverses forces islamistes sunnites. Quant à Assad, un des piliers de son régime était la crainte légitime des alaouites et d'autres minorités de subir des représailles pour l'oppression qu'ont historiquement endurée les musulmans sunnites.



Mohammad Bash / Shutterstock

8 décembre 2024 : Une foule à Damas fête la chute de la dictature d'Assad. Quelle est la prochaine étape pour la Syrie ?

Pour unir les peuples de Syrie et engager véritablement la région dans la voie du progrès, il ne suffit pas de crier à tous vents des platitudes démocratiques et socialistes. Il est nécessaire de proposer un programme capable de dénouer les sacs de nœuds sectaires et de regrouper les forces véritablement révolutionnaires et progressistes en surmontant les divisions religieuses et nationales. Cela ne se fera pas en soutenant la force qu'on estime la moins réactionnaire à un moment donné. Il s'agit plutôt de séparer les impulsions progressistes de chaque faction – alaouite, sunnite, arabe, kurde, etc. – des forces réactionnaires qui exploitent ces impulsions pour servir leurs propres intérêts. Ce n'est pas la voie la plus facile, mais c'est la seule qui offre un avenir aux peuples de Syrie et de la région.

Le régime réactionnaire baasiste

En 2011, des manifestations ont éclaté dans toute la Syrie. Elles étaient l'expression des aspirations démocratiques d'une population qui vivait sous la dictature dynastique de la famille Assad depuis 1970. La réponse du régime fut une vague de répression brutale, qui transforma progressivement le mouvement de protestation en guerre civile. Pour comprendre cette évolution, il est nécessaire d'examiner les caractéristiques fondamentales du régime baasiste dirigé par Bachar Al-Assad.

Le Parti baas syrien reposait sur le projet panarabe d'unir les différents peuples de la région derrière un projet national modernisateur commun. Le régime avait parfois pris une coloration socialiste, en nationalisant de larges pans de l'industrie. Toutefois, comme dans de nombreux pays arabes et musulmans, la base sociale du régime reposait essentiellement sur les officiers supérieurs de l'armée et les cercles étroits d'une élite commerciale cosmopolite. Si ces couches incarnent d'une certaine manière des aspirations progressistes à la laïcité et à la modernité, leurs intérêts de classe sont au bout du compte étroitement égoïstes et s'opposent à ceux de la masse appauvrie de la population. En fait, l'anti-impérialisme des Assad a toujours été très mince : ils sont intervenus dans la guerre civile libanaise avec l'approbation tacite des Américains et des Israéliens, ils se sont joints à la guerre du Golfe en 1991 et ils ont collaboré à la « guerre contre le terrorisme » de Bush pendant les premières années.

Étant donné que les régimes comme celui d'Assad se cachent derrière de belles promesses laïques et même socialistes pour opprimer leur peuple, l'opposition à ces régimes se cristallise généralement en suivant les lignes de fracture religieuses et communautaires plutôt que les divisions de classe. Ce fut le cas lors du Printemps arabe de 2011, où les révoltes populaires qui avaient débuté dans les centres urbains contre les dictatures en Tunisie, en Égypte, en Syrie et ailleurs ont de plus en plus pris la forme d'une lutte religieuse menée par les masses sunnites opprimées contre les élites militaires laïques. En Syrie, cette dynamique a été aggravée par le fait que le régime d'Assad avait comme base étroite la secte religieuse alaouite. Or celle-ci ne représente qu'une toute petite partie de la population syrienne, qui est composée à plus de 70 % de sunnites.

Cela signifie que lorsque des manifestations ont éclaté, Assad ne pouvait compter que sur une très petite base de soutien au sein de la société. Pour maintenir son emprise sur le pouvoir, il ne pouvait utiliser que les éléments de l'armée syrienne dont la loyauté était incontestable. Ainsi, au fur et à mesure que le mécontentement se répandait, les forces gouvernementales ont eu recours à des tactiques de plus en plus sanglantes, qui permettaient d'économiser les hommes. Les troupes du régime bombardaient massivement les zones urbaines, en prenant particulièrement pour cibles les quartiers sunnites. Ces actions, ainsi que l'ingérence des puissances étrangères, ont activement contribué à transformer le soulèvement populaire en une guerre civile intercommunautaire.

Il est indéniable que les États-Unis et leurs alliés ont cherché à subvertir et finalement à renverser le gouvernement syrien. Non seulement ils ont imposé à ce pays des sanctions économiques écrasantes, mais ils ont également armé, entraîné et financé différents groupes rebelles. Les défenseurs du régime d'Assad invoquent ces faits pour le soutenir comme un moindre mal par rapport aux forces communautaires pro-impérialistes qui constituaient la rébellion.

Il était certes nécessaire de s'opposer à l'agression de l'impérialisme occidental contre la Syrie. Mais le régime ne menait à aucun moment une guerre de défense nationale contre l'impérialisme,

Suite page 14